



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 55.165/2
du 6 février 2014

sur

un projet d'arrêté royal 'relatif
au statut administratif du
personnel opérationnel des
zones de secours'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 55.165/2
van 6 februari 2014

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot bepaling van het
administratief statuut van het
operationeel personeel van de
hulpverleningszone'

Le 27 janvier 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 6 février 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, conseiller d'État, président, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Claudine MERTES, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 février 2014.

*

Op 27 januari 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszone'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 6 februari 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, staatsraad, voorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Claudine MERTES, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 februari 2014.

*

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. En vertu de l'article 6, § 4, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', les gouvernements doivent être associés à l'élaboration du présent projet.

Il ressort des documents fournis au Conseil d'État que les Gouvernements de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale ont, lors de leurs délibérations du 23 janvier 2014, formulé des remarques et des réserves à l'égard du projet à l'examen ¹.

Il est rappelé que, pour que la formalité de l'association des gouvernements des régions soit considérée comme accomplie, il ne suffit pas de solliciter l'avis de ces gouvernements. Si ceux-ci émettent des objections ou des remarques, la formalité de l'association ne sera considérée comme accomplie que s'il a été donné suite à ces remarques ou s'il s'en est suivi un échange d'idées effectif au niveau gouvernemental, par exemple dans le cadre du comité de concertation ou d'une conférence interministérielle.

L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité.

2. Les négociations avec les organisations syndicales ont eu lieu les 17, 18 et 19 décembre 2013 ainsi que le 15 janvier 2014. Elles ont signé un protocole de désaccord le 20 janvier 2014.

3. Il ressort des documents annexés à la demande d'avis que le Conseil des ministres a délibéré le 13 décembre 2013, soit avant que les formalités précitées n'aient été accomplies. Les observations qui suivent sont donc formulées sous la réserve que, si les textes soumis au Conseil d'État subissent encore des modifications à la suite des formalités précitées, dont le Conseil des ministres n'a pas encore dégagé de conclusions, les dispositions modifiées sur des points autres que purement formels soient soumises au Conseil d'État pour un nouvel examen.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'article 17 de la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile' dispose, en son paragraphe 1^{er}, que

« La présente loi est d'application à l'organe mis en place par la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 5 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises à l'exception des dispositions suivantes :

[...]

7° article 106 ², sauf en ce qui concerne les principes généraux du statut administratif applicable au personnel opérationnel visé à cet article ».

¹ Le Gouvernement flamand a donné son avis lors de sa séance du 10 janvier 2014 en ne formulant à l'égard du présent projet que des remarques purement formelles.

² Cet article dispose que : "Le Roi arrête, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel des zones, en ce compris la formation".

Il semble donc que, ce faisant, l'État fédéral a décidé, recourant ainsi à l'une des deux options proposées par la section de législation dans ses avis 32.246/4, donné le 22 octobre 2001 sur un projet d'arrêté devenu l'arrêté royal du 14 décembre 2001 'modifiant l'arrêté royal du 19 avril 1999 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie', et 41.963/2, donné le 17 janvier 2007 sur un avant-projet de loi 'relative à la sécurité civile' ³, de tenir compte des particularités du Service d'Incendie organisé par la Région de Bruxelles-Capitale en fixant des dispositions générales permettant à cette Région d'adapter celles-ci aux spécificités de son personnel.

En outre, dans l'avis 53.963/1/V-2 donné le 18 septembre 2013 sur un avant-projet devenu la loi du 21 décembre 2013 'portant dispositions diverses Intérieur', la section de législation a précisé ce qui suit :

« Comme la section de législation du Conseil d'État l'a déjà relevé à diverses reprises, notamment dans son avis 41.963/2 précité, il convient, en ce qui concerne la détermination des autorités compétentes pour fixer le régime juridique applicable aux membres du personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles- Capitale, de tenir compte, d'une part, de la compétence que l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o, quatrième tiret, de la loi spéciale du 8 août 1980 attribue à l'autorité fédérale en matière d'organisation des services d'incendie et de politique relative à ceux-ci, mais aussi, d'autre part, de la compétence que les articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises' donnent à la Région de Bruxelles-Capitale d'organiser le Service d'incendie et d'aide médicale urgente et de fixer le statut de son personnel. Il est, à cette fin, impérieux que l'autorité fédérale et la Région de Bruxelles-Capitale agissent de concert. En tout état de cause, l'autorité fédérale ne peut fixer elle-même purement et simplement et de manière unilatérale le statut des membres du personnel de ce service ».

Faisant application des articles 17, § 1^{er}, 7^o, et 106 de la loi précitée du 15 mai 2007, l'article 294 du présent projet rend applicable, au titre de dispositions générales, toute une série de dispositions du statut en projet au Service d'incendie et d'aide médicale urgente (SIAMU) de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'examen des dispositions applicables démontre cependant que presque tout le statut administratif a vocation à s'appliquer au SIAMU. L'article 294 semble donc excéder le prescrit de l'article 17, § 1^{er}, 7^o, en allant au delà de la détermination des principes généraux du statut administratif applicable au personnel opérationnel en ce qu'il pourrait aboutir à ce que,

³ « [...] Si l'État fédéral reste compétent pour régir la matière de la protection civile, il ne peut cependant nier la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale fondée sur les articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, d'organiser le Service d'incendie et d'aide médicale urgente et de doter le personnel de cet organisme d'intérêt public d'un statut administratif et pécuniaire dans le respect des principes généraux fixés par l'arrêté royal du 22 décembre 2000. Quant à la Région de Bruxelles-Capitale, elle ne peut agir comme si elle était devenue compétente pour la protection civile sur son territoire et ne pas tenir compte de la réglementation fédérale.

Pour ce faire, soit l'État fédéral tient compte des particularités du Service d'Incendie organisé par la Région de Bruxelles-Capitale en fixant des dispositions générales permettant à la Région de Bruxelles-Capitale d'adapter celles-ci aux spécificités de son personnel, soit un accord de coopération doit intervenir pour régler le statut de ce personnel, l'État fédéral étant compétent dans le domaine de la protection civile, la Région de Bruxelles- Capitale étant compétente pour gérer son organisme d'intérêt public, le Service d'incendie et d'aide médicale urgente, ainsi que le personnel de celui-ci ».

indirectement, l'autorité fédérale fixe elle-même, purement et simplement et de manière unilatérale, le statut des membres du personnel du SIAMU.

2. Plusieurs dispositions (notamment les articles 57, 128 et 151) emportent la délégation d'un pouvoir réglementaire au conseil de la zone.

À cet égard, l'attention de l'auteur du projet est attirée, de manière générale, sur le fait que l'attribution d'un pouvoir réglementaire au conseil ne paraît pas conforme aux principes généraux de droit public en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire. En outre, les garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par le Conseil d'État, section de législation, sont absentes. Pareille délégation ne se justifie que pour des raisons pratiques et dans la mesure où elle a une portée très limitée ou principalement technique et où il peut être considéré que les organismes qui doivent appliquer la réglementation concernée ou la contrôler sont également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause.

Face à de telles délégations, la question doit donc à chaque fois se poser de savoir si la délégation visée répond à toutes ces conditions. Il est renvoyé sur ce point aux observations particulières sur les dispositions concernées.

En outre, le recours à de nombreuses délégations paraît en contradiction avec l'objectif d'harmonisation poursuivi par l'adoption d'un statut administratif unique, élaboré par le Roi, pour les membres du personnel opérationnel des zones de secours.

3. Plusieurs dispositions sont également susceptibles de poser problème au regard du principe d'égalité et de non-discrimination en ce qu'elles introduisent des distinctions entre, par exemple, volontaires et professionnels ainsi qu'entre certaines catégories de grades ou certaines catégories de membres du personnel volontaire (articles 20, 35, 55, 58, 72, 75, 86, 89, 90, 97, 112, 113, 127, 281, livre 18 et article 318).

En ce qui concerne les distinctions entre pompiers volontaires et professionnels, la Cour constitutionnelle dans l'arrêt 103/2013 du 9 juillet 2013 a en effet déjà souligné que,

« dès lors que les pompiers volontaires et les pompiers professionnels accomplissent des missions semblables dans un même corps, ils constituent des catégories comparables »⁴.

Même si, en ce qui concerne la question qui lui était soumise, la Cour a considéré que

« le caractère volontaire, occasionnel et accessoire de l'activité du pompier volontaire justifie que la disposition en cause l'écarte du champ d'application d'une législation qui, comme la loi du 14 décembre 2000, offre des garanties aux agents en ce qui concerne les périodes minimales de repos journalier, le repos hebdomadaire, le congé annuel, le temps de pause, la durée maximale hebdomadaire de travail et certains aspects du travail de nuit et du travail posté »⁵,

⁴ B.5.2.

⁵ B.10.

il convient que les différences de traitement introduites par le présent projet puissent faire l'objet d'une justification objective et raisonnable.

4. Il ressort de l'article 106 de la loi précitée du 15 mai 2007 que

« Le Roi arrête, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel des zones, en ce compris la formation ».

L'article 103 de la même loi dispose ce qui suit :

« Le personnel opérationnel de la zone est composé de pompiers volontaires et/ou de pompiers professionnels.

Les pompiers volontaires sont ceux pour lesquels la fonction de pompier ne constitue pas leur activité à titre principal.

Les pompiers professionnels sont les pompiers qui sont employés à titre principal par la zone ».

L'article 2 du statut en projet dispose ce qui suit :

« § 1^{er}. Le présent statut s'applique aux membres du personnel professionnel de la zone.

§ 2. La position juridique du membre du personnel volontaire est réglée de manière unilatérale par le présent arrêté ainsi que par les lois relatives au régime social et fiscal applicables au personnel volontaire auxquelles il n'est pas dérogé.

Le membre du personnel volontaire se trouve dans une situation statutaire sui generis. Il n'est pas nommé à titre définitif. La loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ainsi que la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires ne lui sont pas applicables ».

La rédaction de l'article ne permet pas de cerner l'origine des dérogations qui pourraient être apportées aux lois relatives au régime social et fiscal applicables au personnel volontaire.

Il est également permis de s'interroger sur l'utilité de préciser que la position juridique des membres du personnel volontaire est réglée de manière unilatérale par l'arrêté à l'examen puisque telle est la caractéristique d'un statut.

De la même manière, si les membres du personnel volontaire sont soumis au statut en projet, il ne semble pas nécessaire de préciser, à l'alinéa 2, que la loi du 3 juillet 1978 'relative aux contrats de travail' et la loi du 3 juillet 2005 'relative aux droits des volontaires' (vu l'article 3, 1^o, d), de cette loi ⁶) ne sont pas applicables.

⁶ Selon cette disposition, « Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1^o volontariat : toute activité :

a) qui est exercée sans rétribution ni obligation ;

b) qui est exercée au profit d'une ou de plusieurs personnes autres que celle qui exerce l'activité, d'un groupe ou d'une organisation ou encore de la collectivité dans son ensemble ;

c) qui est organisée par une organisation autre que le cadre familial ou privé de celui qui exerce l'activité ;

d) et qui n'est pas exercée par la même personne et pour la même organisation dans le cadre d'un contrat de travail, d'un contrat de services ou d'une désignation statutaire [...] ».

Cette précision figurera clairement dans le rapport au Roi.

Par ailleurs, dans le même alinéa, les termes « situation statutaire sui generis » sont à proscrire puisque l'arrêté en projet a justement pour vocation de régler la situation statutaire des pompiers en opérant, le cas échéant et sous réserve de l'observation générale n° 3, des distinctions selon qu'ils sont volontaires (nomination à titre temporaire) ou professionnels (nomination à titre définitif).

Vu que l'article 106 de la loi précitée du 15 mai 2007 impose au Roi d'arrêter un statut administratif tant pour les membres du personnel opérationnel professionnels que pour les membres du personnel opérationnel volontaires, il est permis de se demander s'il ne serait pas plus simple et plus cohérent de prévoir, d'emblée, que,

« Sauf dispositions contraires, le présent statut s'applique aux membres du personnel volontaire de la zone ».

5. À la lecture du projet, il est supposé que la notion de nomination vise le stagiaire professionnel tandis que la notion d'engagement vise le stagiaire volontaire. Cependant, comme le statut des pompiers volontaires est régi par des dispositions spécifiques du statut en projet, il semble que le terme « nomination » pourrait s'appliquer tant pour le professionnel que pour le volontaire.

6. La structure du projet pourrait être rationalisée à certains égards. Ainsi, le livre 5 traite de la carrière, essentiellement de la promotion par avancement de grade (hiérarchique), le livre 6 traite de la mobilité, le livre 7 traite de la professionnalisation, le livre 8 traite de la réaffectation, le livre 9 envisage le régime de fin de carrière et le livre 10 a trait à l'exercice de fonctions supérieures.

En réalité, les livres 6 à 10 réglementent la carrière des membres du personnel. Dès lors, il serait plus rationnel de regrouper ces dispositions au sein d'un livre commun consacré à la carrière, par exemple de la manière suivante :

« Livre 5 - De la carrière
Titre 1 - De la promotion par avancement de grade
Titre 2 - De la mobilité
Titre 3 - De la professionnalisation
Titre 4 - De la réaffectation
Titre 5 - Du régime de fin de carrière
Titre 6 - Des fonctions supérieures ».

Les subdivisions de ces titres devraient alors être également adaptées en conséquence.

7. Vu l'importance de la réforme, la portée du projet gagnerait à être explicitée dans un rapport au Roi.

8. Il est renvoyé aux observations générales formulées dans l'avis 55.164/2 donné ce jour sur le projet d'arrêté royal 'fixant le profil de fonction du commandant d'une zone de secours et les modalités de sa sélection et de son évaluation'.

9. C'est sous réserve des observations générales émises ci-avant que sont formulées les observations particulières qui suivent.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

L'alinéa 1^{er} devrait également mentionner :

- l'article 17, § 1^{er}, 7°, puisqu'il s'agit d'un des deux fondements légaux de l'article 294 du projet ;

- l'article 106/1 de la loi précitée du 15 mai 2007 en raison du livre 16 (« Exécution d'un test d'alcoolémie ou de détection de drogues ») ;

- l'article 208 en raison de l'article 296 du statut en projet.

Quant à l'éventuelle mention de l'article 116 au préambule, il est renvoyé aux observations générales formulées ce jour dans l'avis 55.164/2 précité.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Au paragraphe 1^{er}, 14°, la notion de « jours fériés » doit être précisée, celle-ci pouvant englober les jours fériés légaux et les jours fériés réglementaires. Comme l'article 193 se réfère uniquement aux jours fériés énumérés à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 avril 1974 'déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative au jours fériés', il semble que cette notion ne recouvre que les jours fériés légaux. Il conviendrait dès lors de le mentionner expressément dans la définition en renvoyant également à l'arrêté royal précitée du 18 avril 1974.

Article 3

Afin que le pouvoir de décision du conseil soit clairement et précisément encadré, il conviendrait de déterminer dans quel ordre de priorité les procédures permettant de pourvoir au poste vacant doivent être mises en œuvre.

Article 6

L'alinéa 2, qui n'a pas trait aux « droits et devoirs », trouverait plus sa place dans le livre 1^{er} (« Dispositions générales »).

Article 7

Au paragraphe 1^{er}, la question se pose de savoir à quoi l'auteur du projet fait référence lorsqu'il envisage « les règles de conduite concernant la déontologie ».

Le projet doit, le cas échéant, être complété sur ce point.

Article 8

Le but visé par cet article sera adéquatement atteint en supprimant les termes « la moindre forme de ».

Article 10

À l'instar de l'article 8, § 3, du statut des agents de l'État⁷, il serait utile de prévoir dans un alinéa nouveau que

« L'alinéa 1^{er} ne vise pas les cadeaux symboliques de faible valeur échangés entre les membres du personnel dans l'exercice normal de leurs fonctions ».

Article 11

1. L'alinéa 3 du paragraphe 1^{er} devrait devenir l'alinéa 2.

2. L'alinéa 2 du même paragraphe, devenant l'alinéa 3, pourrait, à l'instar de l'article 10, alinéa 2, du statut des agents de l'État être complété de la manière suivante :

« , ainsi que pour les faits qui, lorsqu'ils sont divulgués, peuvent porter préjudice aux intérêts du service dans lequel le membre du personnel est occupé ».

3. À l'instar de l'article 7, § 3, du statut des agents de l'État, le paragraphe 2 serait mieux rédigé de la manière suivante :

« Sans préjudice de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, le membre du personnel informe son supérieur hiérarchique ou, si nécessaire, un supérieur hiérarchique plus élevé, de toute illégalité ou irrégularité dont il a connaissance »⁸.

⁷ Arrêté royal du 2 octobre 1937 'portant le statut des agents de l'État' (ci-après : le statut des agents de l'État).

⁸ Article 29 du Code d'instruction criminelle :

Articles 12 et 16

1. Ces articles, qui traitent du droit à la formation, d'une part, et à l'information, d'autre part, gagneraient à être regroupés.
2. La deuxième phrase de l'alinéa 3 de l'article 12 trouverait mieux sa place dans la partie du projet consacrée à la formation ou à l'activité de service.

Elle sera en outre mieux formulée comme suit, en s'inspirant de l'ARPG :

« Les périodes d'absence justifiées par la participation aux activités obligatoires de formation sont à tout point de vue assimilées à des périodes d'activité de service ».

Article 14

Cet article n'a pas trait aux « droits et devoirs ». Il trouverait dès lors mieux sa place dans le livre I^{er} consacré aux dispositions générales.

Article 17

Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, il faudrait préciser que la copie est gratuite.

Il conviendrait également de mentionner les documents qui doivent composer le dossier personnel (par exemple : un inventaire des pièces, les documents relatifs à l'évaluation, à la mobilité, au stage, aux sanctions disciplinaires, etc.)

Article 20

1. Interrogés sur les raisons pour lesquelles l'obligation de prolongation en cours de mission ne s'applique pas également aux volontaires, les délégués de la ministre ont indiqué que
« [...] le pompier volontaire ne preste pas de régime horaire fixe (de 7h00 à 19h00 par exemple). Il vient lorsqu'il est appelé pour effectuer une intervention et il n'y a pas de dépassement éventuel d'un régime horaire dans son cas ».

Cette explication, qui tiendra compte également des suites qui seront réservées aux observations formulées aux articles 172 et suivants, figurera dans le rapport au Roi.

« Toute autorité constituée, tout fonctionnaire ou officier public, [...] qui dans l'exercice de ses fonctions, acquerra la connaissance d'un crime ou d'un délit sera tenu d'en donner avis sur-le-champ au Procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel ce crime ou délit aura été commis ou dans lequel l'inculpé pourrait être trouvé, et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs ».

2. En ce qui concerne la notion d'« intervention de grande ampleur à savoir une intervention due à un événement imprévisible », il serait utile d'illustrer dans le rapport au Roi quelques-unes des situations envisagées, à l'instar de celles dont il est question dans l'avant-projet de loi 'fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail des membres professionnels opérationnels des zones de secours', sur lesquelles une observation a été formulée dans l'avis 54.614/2 donné le 8 janvier 2014 sur cet avant-projet ⁹.

Article 22

Le commandant de zone ne pouvant être qu'un membre du personnel opérationnel, tombe donc dans le champ d'application du présent projet. Dès lors, l'article 22 devrait être complété par l'incompatibilité prévue à l'article 7, § 4, du projet d'arrêté royal 'fixant le profil de fonction du commandant d'une zone de secours et les modalités de sa sélection et de son évaluation', qui a fait l'objet de l'avis 55.164/2 donné ce jour.

Article 23

L'alinéa 2 pourrait opérer un renvoi à l'article 290 du projet.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 32, alinéa 2.

Article 26

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, seconde phrase, qui vise un cas de dérogation, devrait être inséré de la manière suivante dans le paragraphe 2, qui traite également d'une hypothèse de dérogation :

« Des dérogations individuelles peuvent être accordées :

- pour autant que l'activité ne nuise pas au bon fonctionnement du service ;
- pour le cumul avec la fonction de membre du personnel volontaire d'une autre

zone ».

Article 27

Cette disposition pourrait être insérée en un alinéa 4 nouveau dans l'article 26, § 1^{er}.

⁹ Observation n° 4 sur l'article 5 de cet avant-projet.

Article 28

1. Il serait plus adéquat de faire état d'une demande de dérogation au lieu d'une demande de cumul.

2. Il serait utile de prévoir les éléments essentiels que doit obligatoirement comporter cette demande, à savoir :

1° la désignation aussi précise que possible de l'activité envisagée ;

2° la durée de l'activité envisagée ;

3° l'affirmation motivée que l'activité ne peut pas faire naître, même dans le futur, une incompatibilité telle que décrite à l'article 21.

3 Dans la version néerlandaise, on écrira « commandant of zijn gemachtigde » au lieu de « commandant of zijn afgevaardigde ». Cette observation vaut pour la suite du projet et, *mutatis mutandis*, pour les articles 51, 57, § 2 et 129.

Article 34

Afin de garantir pleinement le caractère accessoire de l'activité cumulée, l'article 34 pourrait être rédigé comme suit :

« Une autorisation de cumul ne peut être accordée que si l'activité s'exerce en dehors des heures où le membre du personnel accomplit son service. Elle doit en toute hypothèse rester tout à fait accessoire par rapport aux fonctions exercées.

Une activité ne peut être exercée en cumul que dans le respect des lois et règlements organisant l'exercice de cette activité. Preuve en est fournie, le cas échéant, au conseil qui a autorisé le cumul »¹⁰.

Livre 4, titre I^{er} – Du recrutement

Observations générales

1. Il conviendrait de préciser d'emblée que le recrutement du personnel a lieu soit dans le grade de sapeur-pompier, pour ce qui concerne le cadre de base, soit dans le grade de capitaine, pour ce qui concerne le cadre supérieur.

¹⁰ En ce sens, voir l'article 12, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, du statut des agents de l'État.

2. Interrogés sur les raisons pour lesquelles il n'y a pas de possibilité de recrutement dans le cadre moyen pour des diplômés de l'enseignement supérieur de type court et sur les raisons pour lesquelles, en ce qui concerne le cadre supérieur, le recrutement se fait dans le grade de capitaine et non de lieutenant, les délégués de la ministre ont répondu comme suit :

« D'une part, car les syndicats s'y sont fortement opposés lors de la négociation. D'autre part, la fonction de sergent est une fonction qui demande une expérience importante. Le sergent joue un rôle crucial dans le commandement du personnel lors des missions opérationnelles présentant un danger certain. Il ne peut acquérir une expérience utile suffisante pour assurer la sécurité de son personnel qu'en participant à des interventions pendant un nombre d'années minimum.

Dans le même esprit, le lieutenant étant l'officier qui intervient en 1^{re} ligne, celui-ci doit également bénéficier d'une grande expérience de terrain. Le lieutenant assure majoritairement des fonctions opérationnelles.

L'officier qui est recruté au grade de capitaine par recrutement est destiné à assurer très rapidement des fonctions de management administratif en plus de fonctions opérationnelles, plus limitées ».

Au vu de cette explication, la question se pose dès lors de savoir s'il ne convient pas de mentionner, parmi les conditions pour être recruté en qualité de capitaine, celle de disposer de capacités en matière de management.

Article 35

1. Au paragraphe 2, alinéa 2, il conviendrait que la publication mentionne également à quelle date les conditions doivent être remplies.

2. Interrogés sur les raisons pour lesquelles le test d'habileté manuelle opérationnelle mentionné au paragraphe 3, 2°, n'est envisagé que pour les candidats sapeurs-pompiers et non pour les candidats capitaines, les délégués de la ministre ont indiqué ce qui suit :

« Les officiers seront principalement des managers, une habileté manuelle particulière n'est pas exigée. Les compétences du capitaine sont essentiellement axées sur le savoir et le savoir-être. Par contre, pour le sapeur-pompier, c'est le savoir-faire qui est prépondérant ».

Il n'est pas certain que cette justification soit considérée comme suffisante, compte tenu du fait que les capitaines ont également vocation à se trouver sur le terrain.

3. Au paragraphe 6, *in fine*, les épreuves d'aptitude physique ont une durée de validité de deux ans. Il conviendrait cependant de prévoir les modalités selon lesquelles les détenteurs du certificat d'aptitude fédéral peuvent représenter les épreuves d'aptitude physique à l'issue de ce délai de deux ans.

Article 36

1. Il serait utile de préciser à l'alinéa 1^{er} que la vacance dont il est question dans cette disposition est la vacance d'emploi aux grades de sapeur-pompier et/ou de capitaine.

L'appel aux candidats devrait également préciser s'il s'agit d'un emploi de volontaire ou de professionnel.

2. À l'alinéa 3, l'appel devrait indiquer à quelle date les conditions doivent être remplies ainsi que comprendre un profil succinct de la fonction vacante¹¹.

3. L'alinéa 7, qui concerne l'obligation de publication de l'appel aux candidats, serait mieux placé après l'alinéa 2, qui traite de la forme de publication.

4. Il conviendrait d'insérer de la manière suivante, à l'alinéa 3, la règle énoncée à l'alinéa 8 :

« L'appel mentionne [...] la date limite de dépôt des candidatures ainsi que les modalités pratiques de leur introduction [...] ».

Article 37

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé de la manière suivante :

« Le recrutement est subordonné à la réussite d'un concours et d'un examen médical éliminatoire, tel que défini à l'article 26 de l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs, organisés par le conseil.

Le concours consiste en un entretien oral destiné à tester la motivation, la disponibilité et la conformité du candidat avec la description de fonction et la zone. Si des raisons opérationnelles le justifient, le concours peut également comprendre une épreuve supplémentaire.

Le conseil détermine, dans un règlement, le contenu des épreuves et la composition du jury. L'organisation pratique du concours peut être confiée par le conseil à un centre de formation pour la sécurité civile.

Les lauréats sont versés dans une réserve de recrutement valable deux ans. Cette validité peut être prolongée de maximum deux fois deux ans ».

¹¹ Voir l'article 37, § 2, du projet.

La disposition selon laquelle « les candidats de la réserve sont admis au stage de recrutement par le conseil dans l'ordre de classement résultant des épreuves zonales supplémentaires » devrait figurer dans le titre 2 relatif au stage de recrutement. En outre, il conviendrait de préciser si les épreuves zonales supplémentaires font partie des épreuves du concours (auquel cas il serait préférable d'utiliser ce terme) ou s'il s'agit encore d'autres épreuves.

Il y aurait lieu enfin de prévoir la manière dont les candidats sont informés des résultats.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 38 du projet.

Article 39

1. Tel que rédigé, cet article suppose qu'il n'y a aucune nomination ou engagement en qualité de stagiaire. Or, l'admission au stage doit être formalisée via une nomination ou engagement en qualité de stagiaire.

2. Dans les alinéas 4 et 5, il est fait mention d'un brevet dont l'obtention permet de calculer la date de fin de stage. Aucune disposition du statut ne régit cependant l'obtention de ce brevet. Il conviendrait donc soit de prévoir de telles dispositions, soit, si ces dispositions existent déjà, d'y opérer un renvoi ¹².

3. La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 56.

Par ailleurs, par souci de cohérence, l'alinéa 4 devrait devenir l'alinéa 2, l'alinéa 2 devrait devenir l'alinéa 3, et l'alinéa 3 devrait devenir l'alinéa 4.

Article 40

Au paragraphe 2, alinéa 2, la question se pose de savoir s'il ne faudrait pas également tenir compte :

- des absences résultant des articles 81, §§ 1^{er} et 2, et 82 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 'portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités' (par analogie, par exemple, avec l'article 28ter, § 2, 3°, du statut des agents de l'État) ;

- des périodes d'absence justifiées par la participation aux activités obligatoires de formation, (en s'inspirant de l'article 7, § 2, de l'ARPG, selon lequel ces périodes doivent être à tout point de vue assimilées à des périodes d'activité de service).

¹² À cet égard, il est à noter que l'arrêté royal du 21 février 2011 'relatif à la formation des membres des services publics de secours' règle la formation des membres des services publics de secours.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour les articles 59, § 2, alinéa 2, 76, § 2, alinéa 2, et 98, § 2, alinéa 2.

Article 41

Il serait préférable de remplacer le mot « obtient » par les mots « doit obtenir ».

Article 42

À l'alinéa 3, il conviendrait d'écrire « le commandant de la zone dans laquelle le stagiaire est placé ou son délégué ».

Article 43

1. La disposition prévoit que la commission de stage est présidée par le commandant de la zone ou son délégué. Or, l'article 25 de la loi précitée du 15 mai 2007 dispose :

« Le commandant de zone (visé à l'article 109) prend part aux réunions du conseil avec voix consultative ».

Comme la décision en matière de prolongation du stage ou de licenciement appartient au conseil (voir les articles 47 à 49 du projet), il conviendra de veiller, afin de ne pas être en porte-à-faux avec le principe d'impartialité, à ce que, en pratique, le commandant de zone soit ne siège pas au sein de la commission de stage, soit à ce qu'il ne prenne pas part aux réunions du conseil lorsque celui-ci est amené à statuer sur la prolongation du stage ou le licenciement d'un stagiaire.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 129 du projet.

2. Il conviendrait également de déterminer la manière dont la commission délibère (*quorum* de présence, scrutin secret, *quid* en cas de parité des votes ?).

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 129 du projet.

Livre 4, titre 2, chapitre 2, section 1^{ère} – Du déroulement de l'évaluation

La subdivision doit être supprimée puisque le chapitre 2 ne comporte qu'une section.

Article 45

1. La deuxième phrase de l'alinéa 2 pourrait être rédigée comme suit :

« Ils sont signés par le maître de stage et sont communiqués, à l'issue de chaque période, au stagiaire qui les signe et y joint éventuellement ses observations ».

Cette formulation permettrait de garantir que les rapports de stage sont immédiatement transmis au stagiaire et non de manière groupée à la fin du stage.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour les articles 63, alinéa 2, 80, alinéa 2, et 100, alinéa 2.

2. Il conviendrait également de prévoir que les rapports sont versés au dossier personnel du stagiaire.

Article 47

1. La disposition devrait être revue afin de prévoir les cas dans lesquels le maître de stage peut proposer le licenciement ou la prolongation du stage.

À cette fin, la seconde phrase pourrait être rédigée comme suit :

« Il propose :

- soit la nomination ou l'engagement du stagiaire ;

- soit, si les rapports visés à l'article 46 ne sont pas, dans l'ensemble, favorables au stagiaire, le licenciement ou la prolongation du stage pour une durée de maximum deux fois six mois ».

2. Il conviendrait également de régler l'hypothèse dans laquelle le stagiaire aurait commis une faute grave dans l'accomplissement du stage ou à l'occasion de celui-ci. Par analogie avec l'article 28sexies, § 2, du statut des agents de l'État, un alinéa pourrait ainsi prévoir que

« Toute faute grave commise dans l'accomplissement du stage ou à l'occasion de celui-ci peut donner lieu au licenciement sans préavis du stagiaire qui s'en rend coupable. L'intéressé doit, au préalable, être entendu ou interpellé. Le licenciement est prononcé par le conseil sur rapport du maître de stage et après avis de la commission de stage ».

Article 49

1. À l'alinéa 1^{er}, il conviendrait de fixer les modalités de la saisine de la commission de stage : comment celle-ci doit-elle être saisie et dans quel délai ?

2. À l'alinéa 2, il faudrait régler le cas où le stagiaire ne comparaît pas devant la commission pour une raison valable ainsi que le cas où il ne comparaît pas sans invoquer de cause d'excuse. À cette fin, une piste de réflexion peut être trouvée dans l'article 32, § 3, alinéas 3 et 4, du statut des agents de l'État, selon lequel,

« Si, bien que régulièrement convoqué, le stagiaire ou son défenseur s'abstient, sans excuse valable, de comparaître, la commission prend une décision ou formule une proposition.

La commission se prononce sur base du rapport visé au paragraphe 1^{er}, même si le stagiaire peut se prévaloir d'une excuse valable, dès que l'affaire fait l'objet de la deuxième audience ».

3. Un alinéa spécifique devrait prévoir le délai endéans lequel la commission doit rendre son avis, les conséquences attachées au non-respect de ce délai, l'exigence de motivation de l'avis, la manière dont cet avis est transmis au conseil et le délai endéans lequel il doit lui être transmis.

4. L'alinéa 4 devrait déterminer le délai endéans lequel le conseil doit statuer après avoir reçu l'avis de la commission et quelles sont les conséquences attachées au dépassement de ce délai. Il conviendrait également de prévoir une obligation de motivation spéciale si le conseil s'écarte de l'avis de la commission.

5. La même observation vaut *mutatis mutandis* pour les articles 66, 84, alinéa 2, et 106.

Article 50

Il serait plus adéquat d'utiliser le mot « stagiaire » à la place des mots « membre du personnel ».

Livre 5 – De la carrière

Observation générale

Même si le livre 5 opère une distinction entre la « promotion hiérarchique » et la « promotion sociale », il apparaît qu'en réalité, la promotion sociale n'est qu'une possibilité de dérogation à l'une des conditions de promotion hiérarchique.

Il n'y a donc pas lieu de prévoir deux titres distincts. Le régime de la « promotion sociale » sera intégré, en tant qu'elle y apporte une dérogation, au régime de la « promotion hiérarchique ».

Titre 1^{er} – De la promotion hiérarchique

Observation générale

1. En raison du livre 6, titre 2 (« De la promotion par mobilité »), qui vise la promotion en dehors de la zone d'affectation, il conviendrait de préciser que les dispositions du titre 1^{er} ne visent que la promotion dans la zone où le membre du personnel est déjà affecté.
2. La notion de « promotion hiérarchique » sera remplacée par celle usuelle de « promotion par avancement de grade ».

Article 52

Cet article devrait être modifié afin de faire état d'emblée des différents types de promotion, de la manière suivante :

« 1° pour ce qui concerne la carrière administrative :

- la promotion par avancement de grade ;
- la promotion par mobilité telle que régie par le titre 2 du livre 6.

2° pour ce qui concerne la carrière pécuniaire, la promotion par avancement barémique, telle que réglée par les articles 10 à 20 de l'arrêté royal du XXXX portant statut pécuniaire du personnel opérationnel des zones de secours ».

Article 53

Il y a lieu de préciser que la promotion dont il est question dans cette disposition est la promotion par avancement de grade.

Article 54

Au paragraphe 3, il serait plus simple de prévoir que « Tout acte de candidature à un emploi de promotion est motivé ».

Article 55

Cet article introduit une méthode particulière de calcul de l'ancienneté de grade pour les membres du personnel volontaire titulaires des grades de sergent, lieutenant ou capitaine.

Une première question se pose au sujet de cette disposition, consistant à savoir comment se calcule l'ancienneté pour les autres grades.

Plus fondamentalement, l'auteur du projet doit être en mesure de justifier la différence de traitement entre les sergents, lieutenants ou capitaines volontaires et les volontaires titulaires d'autres grades.

Article 56

En ce qui concerne les conditions de promotion au grade de capitaine :

- la condition, énoncée au 5°, a), d'être belge pour être promu ne semble pas nécessaire puisque seuls les lieutenants, qui doivent être belges, peuvent être promus capitaines ; la même observation vaut *mutatis mutandis* pour le 6°, a), et le 7°, a) ;

- la condition énoncée au 5°, f), devrait être complétée de la manière suivante : « ou avoir réussi une épreuve organisée suite à une formation dont le programme est arrêté par le Ministre, sur proposition du Centre de connaissances pour la sécurité civile » afin d'intégrer le dispositif de l'article 68 ; la même observation vaut *mutatis mutandis* pour la condition prévue au 6°, f), et le 7°, f) ;

- le grade de capitaine est également un grade de recrutement (voir l'article 38). Il convient donc que l'auteur du projet détermine la manière dont l'emploi est prioritairement pourvu en cas de vacance : d'abord par recrutement et puis, à défaut de candidat ou de lauréat, par promotion ou, à l'inverse, d'abord par promotion puis, à défaut de candidat ou de lauréat, par recrutement.

Article 57

1. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, prévoit que le ministre détermine les modalités des épreuves de promotion, alors que l'alinéa 3 prévoit que le conseil peut déterminer les modalités complémentaires de ces épreuves. Cette possibilité de réglementer les modalités des épreuves de manière fragmentée peut être une source d'ambiguïté puisque rien ne permet de déterminer ce qu'est une modalité complémentaire. Il est renvoyé sur ce point à l'observation générale n° 2.

2. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot « autres » devrait être omis.

3. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, vu la rédaction de l'alinéa 4, le conseil ne fixe pas la composition du jury mais choisit les personnes qui composeront le jury conformément à l'alinéa 4.

Article 58

1. Interrogés sur les raisons pour lesquelles, à l'alinéa 1^{er}, un stage de promotion n'est instauré que pour la promotion aux grades de sergent ou de lieutenant, les délégués de la ministre ont répondu que

« Les promotions au grade de sergent et de lieutenant ont pour effet le passage vers un cadre supérieur. Ces fonctions nécessitent toutes deux une expérience de terrain et de gestion d'équipe très importante qu'il convient de pouvoir démontrer au cours d'un stage ».

Cette explication peut justifier la distinction opérée. Elle pourrait figurer dans le rapport au Roi.

2. L'alinéa 2 devrait être fusionné, par souci de cohérence, avec l'article 60 afin de ne former qu'une seule disposition, selon laquelle :

« Le stage de promotion se déroule sous la direction du supérieur fonctionnel, dénommé ci-après 'maître de stage'.

Le maître de stage note, dans un journal de bord, les formations suivies par le stagiaire ».

Article 60

Vu l'observation concernant l'article 58, alinéa 2, du projet, cette disposition devrait être omise.

Article 62

1. Par identité avec la structure du titre consacré au stage de recrutement, l'article 62 serait mieux situé dans la partie du titre consacrée aux dispositions générales du stage de promotion.

2. À l'alinéa 3, la référence à l'article 60 devra être adaptée au regard de l'observation concernant l'article 58 du projet.

Article 71

À l'alinéa 5, il serait plus simple d'écrire que « chaque candidature est motivée ».

Article 72

Le 1° laisse à penser que les stagiaires professionnels peuvent faire usage de la mobilité et non les stagiaires volontaires. Interrogés sur ce point, les délégués de la ministre ont précisé qu’

« Il faudrait effectivement préciser dans le texte que les stagiaires, qu’ils soient professionnels ou volontaires, n’entrent pas en ligne de compte pour un emploi ouvert à la mobilité ».

Le projet sera adapté en ce sens.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l’article 89, 1°, du projet.

Article 86

L’alinéa 2 laisse à penser que les fonctions de mandat pourraient être pourvues par voie de promotion par des candidats de la zone où la fonction est vacante. Interrogés sur les raisons pouvant justifier la différence de traitement qui serait ainsi opérée entre candidats de la zone et candidats « hors zone », les délégués de la ministre ont répondu ce qui suit :

« La seule fonction de mandat est celle du Commandant de zone, pour laquelle un projet d’AR distinct vous a été transmis. Il est vrai que la désignation à la fonction de commandant de zone est soumise à une procédure spécifique et que la mention prévue à l’article 86, alinéa 2 (et article 69, alinéa 2) est peut-être superflue ».

Au vu de cette explication, il serait en effet préférable de supprimer les mots « et ne s’applique pas aux fonctions de mandat » dans les articles 86, alinéa 2, et 69, alinéa 2.

Article 90

Interrogés sur les raisons pour lesquelles il y a une différence de traitement entre les sergents et les lieutenants, d’une part, et les titulaires d’un autre grade, d’autre part, les délégués de la ministre ont répondu ce qui suit :

« Comme on demande un stage de 6 mois pour les sergents et lieutenants dans la promotion hiérarchique au sein d’une même zone, il est apparu équitable de stage (*sic*) de mobilité de 6 mois pour ces deux grades. Pour les autres grades, il n’y a pas de stage de promotion hiérarchique ».

Cette explication permet de justifier la distinction opérée. Il pourrait en être fait état, moyennant l’adaptation de la formulation, dans le rapport au Roi.

Livre 7 – De la professionnalisation

Observation générale

Le livre 7 est divisé en deux titres, à savoir, d'une part, « professionnalisation dans le même grade et au sein de la même zone » et d'autre part, « professionnalisation par mobilité dans une autre zone ».

Afin d'éviter de mêler des notions de fonction publique de portée différente, il serait préférable de faire état dans le titre 1^{er} de « la professionnalisation dans la même zone » et dans le titre 2 « de la professionnalisation dans une autre zone ». En outre, la professionnalisation s'opérant dans le même grade, il ne paraît pas utile de le préciser dans l'intitulé du titre 1.

Article 91

La professionnalisation s'opérant dans le même grade, il suffit de définir la professionnalisation comme étant « le passage du membre du personnel volontaire à un emploi déclaré vacant de personnel professionnel dans le même grade et au sein de la même zone ».

Article 92

1. À l'alinéa 1^{er}, s'il n'y a pas de candidats professionnels répondant aux conditions de promotion au sein de la zone, le conseil peut décider de recourir à la professionnalisation ou à la mobilité (articles 69 et s.). Ne conviendrait-il pas de déterminer à quelle procédure le conseil peut recourir en priorité ?

2. L'alinéa 2 permet également de déroger à l'article 55 en ce qu'il dispose que les emplois professionnels accessibles par promotion sont ouverts aux membres du personnel professionnel. Il conviendrait donc de mentionner que l'article 55 s'applique sans préjudice de l'article 92, alinéa 2.

3. Il paraît peu cohérent de prévoir, d'une part, à l'article 55 du projet que « les emplois professionnels accessibles par promotion sont ouverts aux membres du personnel professionnel et [que] les emplois volontaires accessibles par promotion sont ouverts aux membres du personnel volontaire », règle implicitement confirmée par l'article 92, alinéa 1^{er}, du projet, et, d'autre part, d'ouvrir une possibilité de dérogation à l'alinéa 2 de cette dernière disposition.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 109 du projet.

Article 93

À l'alinéa 5, il serait plus simple de mentionner que « chaque candidature est motivée ».

La même observation vaut pour l'article 110.

Titre 2 – Professionnalisation par mobilité dans une autre zone

En ce qui concerne l'intitulé, il est renvoyé à l'observation générale formulée à propos du livre 7.

La formulation des articles 108, 110 et 111 du projet sera adaptée en conséquence.

Article 112

Interrogés sur les raisons pour lesquelles ce livre ne s'applique qu'aux professionnels, les délégués de la ministre ont répondu ce qui suit :

« Vu la nature de l'engagement des volontaires (pas leur activité à titre principal et pas de nomination à titre définitif) et le fait que le nombre de fonctions plus légères/alternatives dans une zone est limité, il a été opté pour ne pas prévoir un tel régime pour les volontaires. Cela n'existe pas non plus dans la réglementation actuelle »

et

« Car les volontaires sont des volontaires et qu'il ne s'agit pas de leur activité principale (cf. article 103 alinéa 2 de la loi du 15 mai 2007) ».

Le Conseil d'État s'interroge sur la cohérence de cette justification avec l'optique générale du projet, qui consiste à placer les volontaires sous un régime statutaire, fût-il temporaire.

Article 113

1. Il conviendrait de préciser que la réaffectation dont il est question à l'alinéa 1^{er}, 1^o, est la réaffectation d'office.

2. La rédaction de l'alinéa 1^{er}, 3^o, doit être revue de manière à ce que l'ensemble forme des phrases complètes.

3. Interrogés sur les raisons pour lesquelles, à l'alinéa 1^{er}, 3^o, b), les années d'ancienneté en tant que membre du personnel volontaire dans un grade opérationnel ne sont pas prises en compte puisque rien ne s'oppose à ce qu'un volontaire devienne professionnel par application des dispositions relatives à la professionnalisation, les délégués de la ministre ont

indiqué que le régime de réaffectation sur requête volontaire est un système avantageux (avec une rémunération avantageuse) qui se base sur la pénibilité du travail :

« La pénibilité du travail est surtout causée par le fait d'exécuter ce travail pendant des années successives et en activité à titre principal. Le nombre de fonctions plus légères dans une zone est limité. Les conditions d'ancienneté ont été fixées en fonction de ce raisonnement ».

« Il s'agit de prendre en considération la pénibilité du travail du pompier professionnel ».

Cette explication peut justifier la distinction opérée. Elle devrait toutefois figurer dans le rapport au Roi.

4. L'alinéa 2 opère une délégation à la zone. Il conviendrait cependant de préciser quelle est l'autorité de la zone appelée à agir.

Article 116

Sous réserve de l'article 122 relatif à la réaffectation volontaire, l'article 116 pose problème pour les autres types de réaffectation, notamment en ce qui concerne le maintien des droits à la promotion par avancement de grade et le calcul de l'ancienneté de service. Il laisse penser que la réaffectation emporterait une nouvelle nomination.

Article 118

L'article 118 du projet énonce ce qui suit :

« La zone peut remplacer le membre d[u] personnel réaffecté ».

Cette possibilité ne peut logiquement trouver à s'appliquer que dans les cas de réaffectation visés à l'article 113, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, puisque, dans le cas de l'article 113, alinéa 1^{er}, 1^o, l'emploi n'existe plus.

Le dispositif gagnerait à le préciser.

Article 119

Il serait plus adéquat de mentionner que, « Dans la mesure du possible, le conseil doit réaffecter [...] » afin de tenir compte de la jurisprudence du Conseil d'État selon laquelle l'obligation découlant de l'article 117, § 3, alinéa 3, de la loi du 14 février 1961 'd'expansion économique, de progrès social et de redressement financier' de vérifier la possibilité d'utiliser ou de réaffecter l'agent de la manière préconisée par le service de santé administratif, pèse sur

l'autorité. Celle-ci doit démontrer qu'elle a effectivement tenté de satisfaire à ces recommandations et établir l'impossibilité dans laquelle elle s'est trouvée d'y répondre favorablement ¹³.

Article 122

Comme il a été confirmé par les délégués de la ministre, la référence doit se faire à l'article 121, 1^o, du projet et non à l'article 129, 1^o, du projet.

Article 127

1. Il est à supposer que le congé visé au b) du paragraphe 1^{er}, 1^o, se réfère au congé visé aux articles 133 à 138 du projet, auquel cas, il serait utile de le mentionner.

2. Plus fondamentalement, l'auteur du projet doit être en mesure de justifier l'ensemble du système de congé tel qu'il est réaménagé par l'arrêté en projet eu égard notamment à l'article 12 de la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre certaines formes de discriminations', qui, en son paragraphe 1^{er}, précise à quelles conditions une distinction fondée sur l'âge peut être prévue, en dérogation à son article 8 ¹⁴, à savoir qu'elle doit être « objectivement et raisonnablement justifiée, par un objectif légitime, notamment par des objectifs légitimes de politique de l'emploi, du marché du travail ou tout autre objectif légitime comparable, et que les moyens de réaliser cet objectif sont appropriés et nécessaires » ¹⁵.

3. Interrogés sur les raisons pour lesquelles, au paragraphe 1^{er}, 2^o, il faut avoir au moins quinze années en tant que membre de personnel professionnel dans un grade opérationnel, les délégués de la ministre ont répondu que le régime de fin de carrière est un système avantageux (avec une rémunération avantageuse) qui se base sur la pénibilité du travail.

« La pénibilité du travail est surtout causée par le fait d'exécuter ce travail pendant des années successives et en activité à titre principal. Le nombre de fonctions plus légères

¹³ Voir notamment C.E., n° 219.554, 29 mai 2012.

¹⁴ Les articles 7 et 8, §§ 1^{er} et 2, de cette loi du 10 mai 2007 énoncent :

« Article 7. Toute distinction directe fondée sur l'un des critères protégés constitue une discrimination directe, à moins que cette distinction directe ne soit objectivement justifiée par un but légitime et que les moyens de réaliser ce but soient appropriés et nécessaires.

Article 8. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 7, et sans préjudice des autres dispositions du présent titre, une distinction directe fondée sur l'âge, l'orientation sexuelle, la conviction religieuse ou philosophique, ou un handicap dans les domaines visés à l'article 5, § 1^{er}, 4^o, 5^o, et 7^o, peut uniquement être justifiée par des exigences professionnelles essentielles et déterminantes.

§ 2. Il ne peut être question d'une exigence professionnelle essentielle et déterminante que lorsque :

- une caractéristique déterminée, liée à l'âge, l'orientation sexuelle, la conviction religieuse ou philosophique ou à un handicap est essentielle et déterminante en raison de la nature des activités professionnelles spécifiques concernées ou du contexte dans lequel celles-ci sont exécutées, et ;
- l'exigence repose sur un objectif légitime et est proportionnée par rapport à celui-ci ».

¹⁵ Voir en ce sens l'avis 52.094/2 donné le 22 octobre 2012 sur un projet devenu l'arrêté royal du 9 janvier 2013 'modifiant l'arrêté royal du 28 septembre 2003 instituant un congé préalable à la pension en faveur de certains agents en service dans les services extérieurs de la Direction générale EPI - Établissements pénitentiaires'.

dans une zone est limité. Les conditions d'ancienneté ont été fixées en fonction de ce raisonnement ».

« Il s'agit de prendre en considération la pénibilité du travail du pompier professionnel ».

Cette explication peut justifier la distinction opérée. Elle devrait toutefois figurer dans le rapport au Roi.

Article 128

Si la liste dont il est question à l'alinéa 3 n'est pas limitative, se pose la question de son intérêt puisque cela suppose que le conseil pourrait déterminer d'autres fonctions allégées, adaptées. Cet article pose donc problème du point de vue de l'étendue de la délégation confiée au conseil puisque la possibilité de déterminer d'autres fonctions allégées, adaptées ne semble pas être accessoire.

Il est renvoyé sur ce point à l'observation générale n° 2.

Article 131

Il n'est en principe pas adéquat qu'un dispositif de type statutaire fasse dépendre d'un engagement préalable l'application d'une des règles énoncées unilatéralement par l'autorité, pareille méthode relevant plutôt d'un régime de type contractuel.

La disposition sera revue de manière à faire de l'objet de l'engagement en question une règle obligatoire.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 135 du projet.

Article 138

Le paragraphe 1^{er} déroge à l'interdiction de principe mentionnée à l'article 26, § 1^{er}, du projet relatif au cumul.

Cet article devrait dès lors mentionner qu'il s'applique sans préjudice de l'article 138, § 1^{er}.

De même, l'article 138, § 1^{er}, devrait mentionner que l'autorisation préalable est soumise à la procédure fixée aux articles 28 à 33.

Livre 10 – De l'exercice d'une fonction supérieure

Observation générale

À défaut de dispositions contraires, les fonctions supérieures au sein d'une zone peuvent apparemment être exercées par des membres du personnel d'une autre zone.

L'auteur du projet est invité à vérifier si telle est bien son intention.

Article 142

Afin d'éviter toute confusion, il est préférable :

- d'éviter de faire état d'une « désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure en vue de pourvoir à un emploi vacant » mais plutôt de faire état d'une « désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi vacant » ;

- d'éviter de faire état d'une procédure d'attribution définitive de l'emploi puisque, s'il s'agit d'un emploi volontaire, il devra être pourvu par un membre du personnel volontaire pour une durée temporaire de six ans renouvelable.

Article 145

Au paragraphe 4, l'acte de désignation ou de prorogation devrait également justifier la nécessité de recourir aux fonctions supérieures, ainsi que le choix effectué pour répondre à cette nécessité.

Article 148

1. Le Conseil d'État se demande s'il ne faudrait pas également prévoir que l'exercice des fonctions supérieures de commandant de zone ne confère aucun titre à une désignation en tant que mandataire.

2. Il conviendrait d'insérer un article relatif à la fin des fonctions supérieures afin de prévoir que celles-ci prennent fin, selon le cas, à la date de la reprise de fonctions du titulaire de l'emploi ou à la date de prise d'effet de la nomination du titulaire de l'emploi ou du mandat déclaré vacant.

Article 149

L'habilitation conférée au Roi par l'article 106 de la loi précitée du 15 mai 2007 ne L'autorise à déterminer le statut administratif que sur la base d'une délibération en Conseil des ministres. Cette habilitation portant également sur les formations, il n'est pas admissible que par l'article 149 du projet, tel qu'il est rédigé, le Roi soit dispensé de cette dernière formalité.

Article 150

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que les articles 13 à 20, 3°, du statut pécuniaire en projet dans le projet d'arrêté royal 'portant statut pécuniaire du personnel opérationnel des zones de secours', sur lequel le Conseil d'État a donné ce jour l'avis 55.166/2, utilisent les termes « heures de formation de recyclage » et que les articles 13 à 20, 4°, de ce même projet font état de « formations reconnues », alors que l'article examiné se réfère à des heures de formation continue.

Si ces différents termes recouvrent la même réalité, il serait préférable d'opter pour une dénomination uniforme. Par contre, s'ils recouvrent des réalités différentes, il conviendrait de le préciser clairement.

Article 151

L'habilitation conférée au conseil est trop large. Les matières déléguées ne se limitent pas à contenir des mesures accessoires, ni techniques et évolutives.

Il est renvoyé sur ce point à l'observation générale n° 2.

Article 152

1. À partir du moment où le statut prévoit une obligation de formation continue de 48 heures par an à charge des membres du personnel, le Conseil d'État n'aperçoit pas pourquoi les formations entrant dans ce cadre devraient être remboursées par le membre du personnel s'il quitte la zone endéans les trois ans qui suivent la formation. Une telle disposition pourrait avoir un impact sur la liberté des membres du personnel de changer d'emploi s'ils le désirent et est donc difficilement conciliable avec le prescrit de l'article 23 de la Constitution, qui garantit le libre choix de l'activité professionnelle.

2. En outre, le titre relatif à la formation étant applicable au personnel volontaire, cette disposition ne se concilie pas avec la nomination temporaire. En effet, si, à l'issue d'une période de six ans, le volontaire auquel l'autorité propose un renouvellement, décide de quitter la zone, devra-t-il rembourser les formations suivies ?

Article 155

À l'alinéa 1^{er}, 1°, la question se pose de savoir qui détermine la description de fonction.

Vu la volonté d'uniformisation, les éléments essentiels de cette description devraient être fixés au niveau fédéral afin d'éviter des divergences entre les zones.

Article 156

Tel qu'il est rédigé, cet article semble s'appliquer à tous les stagiaires (stage de recrutement, de promotion, de mobilité, de professionnalisation).

Article 159

Afin d'assurer le caractère contradictoire, il importe de prévoir que le membre du personnel peut éventuellement formuler des observations.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 164 du projet.

Article 160

À l'alinéa 3, le membre du personnel doit avoir la possibilité de déposer plusieurs documents s'il l'estime nécessaire et non un seul.

Article 167

De la lecture de l'article 168 du projet, il ressort que l'avis de la commission doit être rendu dans un délai inférieur à trois mois à partir de la réception du recours.

Il conviendrait cependant de mentionner quelles sont les conséquences attachées au défaut d'avis ou à un avis rendu tardivement.

Il serait également utile de prévoir que l'avis doit être motivé.

Article 168

1. Il convient de prévoir que la décision du conseil qui s'écarte de l'avis de la commission doit être spécialement motivée.

2. L'attention de l'auteur du projet est à nouveau attirée sur l'article 25 de la loi précitée du 15 mai 2007, qui prévoit que « le commandant de zone (visé à l'article 109) prend part aux réunions du conseil avec voix consultative ». Comme la décision finale est adoptée par le conseil sur avis de la commission présidée par le commandant, il conviendra de veiller, afin de ne pas être en porte-à-faux avec le principe d'impartialité, à ce que, en pratique, le commandant de zone ne prenne pas part aux réunions du conseil lorsque celui-ci est amené à prendre une telle décision.

Article 169

Il conviendrait de régler le cas où le stagiaire ne comparaît pas devant la commission pour une raison valable, ainsi que le cas où il ne comparaît pas sans invoquer de cause d'excuse. À cette fin, une piste de réflexion peut être trouvée dans l'article 32, § 3, alinéas 3 et 4, du statut des agents de l'État, selon lequel,

« Si, bien que régulièrement convoqué, le stagiaire ou son défenseur s'abstient, sans excuse valable, de comparaître, la commission prend une décision ou formule une proposition.

La commission se prononce sur base du rapport visé au paragraphe 1^{er}, même si le stagiaire peut se prévaloir d'une excuse valable, dès que l'affaire fait l'objet de la deuxième audience ».

Livre 12, titre 4 – Des conséquences de la mention « insatisfaisant »

1. Il conviendrait de prévoir, en s'inspirant de l'article 11, § 2, de l'ARPG, que, si l'évaluation entraîne une mention finale à laquelle le statut lie des effets juridiques, une procédure de recours auprès d'une commission disposant au moins d'une compétence d'avis est instaurée.

2. Le titre 4 déterminant les conséquences attachées à plusieurs évaluations « insatisfaisant », il paraît nécessaire que le statut détermine lui-même les règles essentielles de composition et de fonctionnement de la chambre de recours fédérale interdépartementale. Il devrait également déterminer les éléments essentiels de la procédure de recours, à savoir le délai endéans lequel la chambre doit statuer et la portée de la décision qui sera rendue (décision définitive ou avis préalable à une décision d'une autre autorité). En outre, ce recours, exercé dans le cadre de l'évaluation, devrait avoir un caractère suspensif.

Il ressort de ce qui précède que la délégation au ministre, mentionnée à l'article 171, alinéa 2, est excessive.

Livre 13 – L'organisation du temps de service des membres du personnel volontaire

Articles 172 à 178

1. Les articles 172 à 178 du projet règlent l'organisation du temps de service des membres du personnel volontaire.

Ils semblent constituer le pendant de certaines des dispositions de l'avant-projet de loi 'fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail des membres professionnels opérationnels des zones de secours', à propos duquel le Conseil d'État a émis, le 8 janvier 2014, l'avis 54.614/2.

Ce faisant, le projet à l'examen se place dans la même logique que cet avant-projet de loi, à savoir transposer la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 'concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail'.

Il conviendrait donc que le premier article du titre I^{er} du livre 13 précise que ce dernier transpose la directive 2003/88/CE.

2. Les dispositions en projet ne concernent cependant que le règlement du temps de travail et de repos. Elles ne portent pas, comme l'avant-projet de loi précité, sur les conditions dans lesquelles le travail de nuit peut être presté. Sur ce point, le projet à l'examen serait donc incomplet dès lors que les membres du personnel volontaire sont aussi susceptibles de prester leur travail la nuit, ainsi que le confirme l'article 177 du projet, aux termes duquel « [l]e temps de service peut être accompli [...] à chaque heure de la journée ».

Le projet sera complété sur ce point.

3. Il conviendrait que le rapport au Roi explicite comment, en prévoyant des dérogations à la limite maximale de la durée journalière du temps de travail (article 174, § 2, alinéa 1^{er}, du projet) et des dispositifs particuliers de repos – éventuellement – compensatoire (articles 174, § 2, alinéa 2, et § 3, et 178 du projet), les exigences de la directive 2003/88/CE sont rencontrées. Le rapport au Roi comportera à cet effet des exemples concrets qui en fourniront une illustration.

Par ailleurs, dans la mesure où l'activité des membres du personnel volontaire des zones de secours est, par nature, d'exercer leur activité dans les hypothèses énumérées à l'article 174, § 2, du projet ¹⁶, le rapport au Roi gagnerait à préciser, également en recourant à des exemples, quelles sont les hypothèses visées dès lors que celles-ci sont déterminantes du dépassement d'une durée déjà fort longue de la prestation de travail, à savoir un dépassement de la durée de 24 heures pour une prestation.

Ces précisions sont d'autant plus importantes qu'il se déduit de l'article 22, 1^o, du projet que, s'il y a incompatibilité entre les fonctions de membre du personnel professionnel et les fonctions du membre du personnel volontaire au sein de la même zone, en revanche une telle possibilité n'est pas exclue lorsque le membre du personnel exerce ces fonctions respectives dans deux zones différentes.

Il convient à cet égard de ne pas perdre de vue que les exceptions et dérogations permises par la directive 2003/88/CE précitée sont, à peine de vider cet instrument de sa raison d'être qui est d'améliorer la sécurité et la santé des travailleurs ¹⁷, d'interprétation restrictive.

4. Les articles 172 à 178 seront revus à la lumière de ces observations.

¹⁶ À savoir, intervenir de manière urgente en vue de faire face à un accident survenu ou imminent ou à une nécessité imprévue.

¹⁷ Considérants 1 et 3 et article 6 de la directive 2003/88/CE précitée.

Article 180

Les stagiaires visés ne peuvent être que les stagiaires dans un grade de recrutement ou en stage de professionnalisation puisque les autres stagiaires (par promotion ou mobilité) sont déjà des membres du personnel professionnel définitif.

Livre 14, titre 1^{er}, chapitre 1^{er}, section 3 – Non-activité

1. Il ressort de la combinaison des articles 184 et 185 du projet que le membre du personnel suspendu disciplinairement est en non-activité et qu'il n'a donc plus droit à son traitement. La suppression totale du traitement apparaît en contradiction avec l'article 247 du projet.
2. Il serait utile de préciser que « nul ne peut être mis ou maintenu en disponibilité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite ».
3. En outre, ne conviendrait-il pas d'énumérer dans cette section les hypothèses de non-activité ?

Article 188

L'alinéa 1^{er}, *in fine*, pourrait faire référence aux dispositions du chapitre 3.

Article 197

1. L'article 12, § 2, de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 'relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État', dont le chapitre examiné s'inspire très fortement, englobe aussi, dans le traitement pris en considération, les suppléments de traitement qui sont pris en considération pour le calcul de la pension de retraite. *A priori*, le Conseil d'État n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles il n'en va pas de même en l'espèce.
2. Il conviendrait, par analogie avec l'article 14, § 4, de l'arrêté royal précité du 19 novembre 1998, de prévoir dans une disposition spécifique que

« Les congés visés à la présente section sont assimilés à une période d'activité de service. Toutefois, si le membre du personnel professionnel est en congé le jour férié pour un autre motif ou s'il est en disponibilité ou en non-activité, sa position administrative reste fixée conformément aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables ».

Article 198

Cet article devrait mentionner que les jours de congé non pris en raison de la suspension seront ajoutés au solde annuel des jours de congé.

Article 199

Au paragraphe 1^{er}, 3°, il convient, dans la version française, de prévoir également l'hypothèse de la « veuve d'un de ses parents ».

Article 200

Dans la rédaction actuelle de l'alinéa 2, 2° à 4°, l'enfant visé dans ces dispositions peut être n'importe quel enfant. La question se pose de savoir si, par identité avec l'arrêté royal précité du 19 novembre 1998 dont la présente section s'inspire, il ne faudrait pas réduire le champ d'application de cet article aux enfants du membre du personnel ou de son conjoint.

Article 202

Au 3°, il convient de ne faire référence qu'à l'article 205, 2°.

L'hypothèse visée à l'article 205, 1°, du projet n'a en effet aucun lien avec le congé pour motifs impérieux d'ordre familial.

Article 205

Au 2°, le mot « agent » doit, dans la version française, être remplacé par les mots « membre du personnel professionnel ».

Article 207

Il conviendrait de déterminer la manière (forme, délai, documents à fournir) dont le membre du personnel communique au commandant ou à son délégué son souhait de prendre le congé pour stage.

Article 208

Au paragraphe 3, alinéa 2, la réaffectation ne peut avoir lieu que si l'emploi a réellement été pourvu à la suite de la mise en œuvre de l'article 208, § 3, alinéa 1^{er}, du projet.

En outre, cette hypothèse de réaffectation devrait être mentionnée également dans le livre 8 relatif à la réaffectation.

Article 211

Le Conseil d'État suppose que l'activité « professionnelle » visée est l'activité exercée en qualité de membre du personnel et non l'activité accessoire, pour laquelle l'autorité n'est pas compétente.

Article 213

Aux paragraphes 1^{er} et 2, il conviendrait de déterminer la manière (forme, délai, documents à fournir) dont le membre du personnel, père de l'enfant, communique au commandant ou à son délégué son souhait de prendre le congé de paternité.

Article 219

1. Au paragraphe 1^{er}, il conviendrait de déterminer la manière (forme, délai, documents à fournir) dont le membre du personnel communique au commandant ou à son délégué son souhait de prendre le congé d'adoption.

2. Au paragraphe 2, il conviendrait de préciser le délai endéans lequel les documents de preuve doivent être présentés.

Article 221

À l'alinéa 3, il est fait mention de prestations à temps partiel. Le statut en projet ne prévoit cependant pas les cas dans lesquels ces prestations sont admises.

Article 223

Au paragraphe 1^{er}, 1^o, le Conseil d'État n'aperçoit pas l'articulation de l'article, en ce qu'il prévoit que le nombre de jours d'absences pour maladie est réduit en cas de congé visé à l'article 200 du projet (à savoir le congé pour motifs impérieux d'ordre familial), avec l'article 226 du projet.

Article 228

1. Au paragraphe 2, il conviendrait de déterminer quelle autorité fixe les modalités de la cessation temporaire de l'exercice des fonctions.

2. Il conviendrait par analogie avec l'article 48bis de l'arrêté royal précité du 19 novembre 1998, d'ajouter une disposition prévoyant que le membre du personnel reçoit annuellement l'aperçu du solde des congés auxquels lui donne droit l'article 221 du projet et précisant les modalités selon lesquelles le membre du personnel peut contester ce solde.

Article 230

1. Au paragraphe 1^{er}, il conviendrait d'indiquer que cette disposition s'applique sans préjudice de l'article 227 du projet et qu'elle vise les congés accordés en vertu de l'article 221 du projet.

2. Au paragraphe 2, de manière à garantir au membre du personnel le traitement d'attente le plus favorable, la question se pose de savoir s'il ne conviendrait pas par analogie avec l'article 57, alinéa 2 de l'arrêté royal précité du 19 novembre 1998, de prévoir que

« le montant de ce traitement d'attente ne peut en aucun cas être inférieur :

1° aux indemnités que l'intéressé obtiendrait dans la même situation si le régime de la sécurité sociale lui avait été applicable dès le début de son absence ;

2° à la pension qu'il obtiendrait si, à la date de sa mise en disponibilité, il avait été admis à la retraite anticipée pour cause d'inaptitude physique ».

3. Au paragraphe 3, il convient de préciser que cette disposition déroge au paragraphe 2.

Article 231

La réaffectation ne peut avoir lieu que si l'emploi a réellement été pourvu à la suite de la mise en œuvre de l'article 230, § 5, du projet.

En outre, cette hypothèse de réaffectation devrait être mentionnée également dans le livre 8 relatif à la réaffectation.

Article 232

La question se pose de savoir pourquoi il n'est pas fait appel à l'administration de l'expertise médicale organisée par son arrêté royal organique du 1^{er} décembre 2013.

Article 234

1. Au paragraphe 2, alinéa 5, il convient, dans la version française, de supprimer les mots « une prestation ».

2. La question se pose de savoir si, par analogie avec l'article 62, *in fine*, de l'arrêté royal précité du 19 novembre 1998, il ne faudrait pas laisser la possibilité au membre du personnel de choisir d'utiliser un jour de congé annuel de vacances avec l'accord du commandant ou de son délégué pour une absence d'un jour pour laquelle il ne s'est pas fait examiner par un

médecin lorsque le médecin-contrôleur a estimé que l'absence par suite de maladie ou d'accident n'est pas justifiée.

3. Une sous-section particulière devrait régler les cas de contrôle des absences par suite d'un accident du travail, d'un accident survenu sur le chemin du travail et d'une maladie professionnelle visés à l'article 227, du projet.

Article 238

À l'alinéa 2, il conviendrait de prévoir les éléments essentiels de la procédure, à savoir la manière dont, et le délai dans lequel la décision de refus est portée à la connaissance de l'intéressé, ainsi que les modalités du recours. Il conviendrait également de déterminer le délai dans lequel le conseil doit statuer et les effets de sa décision.

Article 241

Il convient de préciser que cet article s'applique pendant l'absence visée à l'article 237 du projet.

Titre 2 – Dispositions propres aux membres du personnel volontaire

Article 243

1. Le titre 2 du livre 14 comporte un seul article, l'article 243, réglant les questions relatives aux absences et congés pour prévoir, pour le membre du personnel volontaire, un régime particulier de suspension de l'engagement « pour des raisons personnelles ou professionnelles » pendant une période ininterrompue de six mois, assortie d'une période maximale de deux ans pour la durée totale de son engagement.

Le Conseil d'État n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles certaines sections du chapitre 3 du titre 1 du même livre, lequel concerne les membres du personnel professionnel, ne s'appliquent pas, moyennant, le cas échéant, les adaptations nécessaires, aux membres du personnel volontaire. Il en va ainsi, par exemple, des dispositions relatives aux jours de vacances annuelles (section 3), aux congés de circonstances (section 4) ou pour motifs impérieux d'ordre familial (section 5), aux congés exceptionnels (sous-section 2 de la section 6), au congé d'adoption et au congé d'accueil (section 11), ainsi qu'aux jours d'absence pour maladie.

En tout état de cause, l'article 243 du projet ne peut suffire à rencontrer toutes ces hypothèses pas plus que son article 175 qui, s'il prévoit que le temps de service du membre du personnel volontaire est établi au terme d'une concertation entre ce dernier et le commandant ou son délégué, précise aussi que cette procédure doit s'inscrire dans le cadre d'un règlement qui fixe les disponibilités minimales du membre du personnel volontaire. Il va de soi qu'un règlement n'est pas susceptible de prendre en compte toutes les possibilités d'absence ci-avant énumérées.

La question se pose par ailleurs avec encore plus d'acuité en ce qui concerne les congés de maternité et corrélativement de paternité. Certes, les dispositions de la loi du 16 mars 1971 'sur le travail' sont d'application transversale sans qu'il soit nécessaire qu'une disposition statutaire le rappelle. Il n'en demeure pas moins que, dès lors que l'auteur du projet entend fonder le statut du membre du personnel volontaire dans le projet à l'examen en lui conférant par ailleurs la qualité de statutaire temporaire, ces congés devraient, par souci de complétude du texte et en vue d'assurer la sécurité juridique à l'égard des destinataires de la règle, y être réglés de manière expresse, le cas échéant, par la technique du renvoi aux dispositions pertinentes applicables aux membres du personnel professionnel.

2. Pour les cas qu'il entend voir couverts par l'article 243, l'auteur du projet précisera les modalités selon lesquelles la demande sera faite, le délai dans lequel le conseil devra statuer et les effets attachés à une absence de décision dans ce délai.

Livre 15 – Du régime disciplinaire

Observations générales

Afin d'éviter des différences entre le dispositif en projet et celui qui se rencontre dans la plupart des statuts de la fonction publique fédérale, il conviendrait dans le présent livre de préciser que

- le membre du personnel ne puisse faire l'objet d'une procédure disciplinaire pour des faits déjà sanctionnés sous réserve de nouveaux éléments qui justifient la réouverture du dossier et qui se produisent pendant le délai de prescription de l'action disciplinaire ;

- si plus d'un fait est reproché au membre du personnel, ceci ne puisse toutefois donner lieu qu'à une seule procédure et au prononcé d'une seule peine disciplinaire ;

- le droit à un recours administratif soit organisé auprès d'une commission disposant au moins d'une compétence d'avis, idéalement présidée par un magistrat et composée d'assesseurs désignés pour une moitié par le conseil de la zone et pour l'autre moitié par les organisations syndicales représentatives ;

- l'autorité compétente pour prononcer la peine disciplinaire ne puisse pas imposer une peine plus lourde que celle proposée en dernière instance et pour laquelle il ne soit tenu compte que des faits qui ont justifié la procédure disciplinaire ;

- la peine ne puisse pas avoir de conséquence préalable à son prononcé.

En outre, les délais de la procédure disciplinaire devraient être déterminés de manière plus claire (notamment en ce qui concerne les articles 261, 262 et 264, du projet).

Article 246

En réponse à la question de savoir pourquoi la garantie prévue par l'article 281, alinéa 2, ne s'applique pas à l'article 246, les délégués de la ministre ont indiqué ce qui suit :

« Cette garantie pourrait effectivement être appliquée à la retenue de traitement disciplinaire prévue à l'article 246.

À ajouter à l'article 246 : 'Elle ne peut non plus avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de la sécurité sociale des travailleurs salariés' ».

Article 248

L'alinéa 2 doit être reformulé puisque le statut en projet ne prévoit pas de répartition en rangs et niveaux mais en cadres.

Article 251

La disposition pose problème au regard du principe d'impartialité puisque l'autorité qui prononce la peine disciplinaire est la même que celle qui la propose.

En conséquence, la disposition sera revue.

Article 256

1. Il convient de préciser, dans la version française du paragraphe 1^{er}, que la loi dont il est question à la fin de la deuxième phrase est « la loi du 15 mai 2007 ».

2. Au même paragraphe, il convient de prévoir que « le rapport d'information doit être adressé au commandant dans les trente jours qui suivent la commission des faits ou leur prise de connaissance par la personne qui rédige le rapport ».

Article 258

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, en l'absence de supérieur hiérarchique autre que le commandant, il ressort de l'article 256, § 1^{er}, du projet que seul un membre de l'inspection générale pourrait rédiger un rapport à l'attention du commandant. Il devrait en aller de même lorsque le commandant est mis en cause puisque seul un membre de l'inspection générale pourrait rédiger un rapport à l'attention du président.

Ces hypothèses mériteraient d'être expressément envisagées dans le corps de l'article 256 du projet.

Article 259

1. À la question de savoir comment cet article s'applique lorsque le membre du personnel concerné n'a pas d'autre supérieur hiérarchique que le commandant, les délégués de la ministre ont répondu :

« [...] c'est le commandant seul qui procèdera à l'audition. Cette disposition peut être adaptée afin de prévoir que l'audition de cette personne sera le commandant seul ».

Cette adaptation aboutira cependant à priver le supérieur hiérarchique concerné d'une garantie offerte aux autres membres du personnel, ce qui, en l'absence de justification objective et raisonnable, risque de poser problème au regard du principe d'égalité et de non-discrimination.

2. À la question de savoir comment cet article s'applique lorsque le commandant fait l'objet de poursuites disciplinaires, les délégués de la ministre ont répondu :

« Si c'est le commandant qui fait l'objet de poursuites disciplinaires, l'article 253 prévoit que : 'En cas de procédure disciplinaire dirigée contre le commandant, les compétences attribuées par le présent livre au commandant ou à son délégué sont exercées par le président', 'c'est le président seul qui effectue l'audition' et 'Le projet d'arrêt royal fixant le profil de fonction du commandant d'une zone de secours et les modalités de sa sélection et de son évaluation prévoit qu'en cas de sanction disciplinaire, il est mis fin au mandat de commandant de zone' ».

L'audition du commandant uniquement par le président aboutira cependant à priver le commandant d'une garantie offerte aux autres membres du personnel, ce qui, en l'absence de justification objective et raisonnable, risque de poser problème au regard du principe d'égalité et de non-discrimination.

Article 268

Compte tenu de l'applicabilité de plein droit des dispositions légales mentionnées à l'article 268, cette dernière disposition paraît inutile et peut être omise.

Article 275

L'article 106/1 de la loi précitée du 15 mai 2007 n'utilise pas les termes « test salivaire » mais ceux de « test de détection de drogues ». L'article doit donc être modifié afin de mentionner que

« Le test de détection de drogues visé à l'article 106/1 de la loi du 15 mai 2007 est le test salivaire visé à l'article 61bis [...] ».

Article 278

Il conviendrait de préciser comment la consommation excessive est déterminée.

Livre 17 – De la suspension dans l'intérêt du service

Observation générale

Il conviendrait de prévoir la procédure à suivre dans le cadre de la suspension dans l'intérêt du service ainsi qu'un droit de recours organisé auprès d'une commission disposant au moins d'une compétence d'avis.

Article 280

À l'alinéa 3, il convient de préciser que le membre du personnel est entendu préalablement et qu'il peut être assisté ou représenté à tous les stades de la procédure.

Article 281

À l'alinéa 2, à la question de savoir pourquoi la garantie prévue à la seconde phrase n'est pas également appliquée à la retenue de traitement disciplinaire prévue à l'article 246, les délégués de la ministre ont répondu ce qui suit :

« Cette garantie pourrait effectivement être appliquée à la retenue de traitement disciplinaire prévue à l'article 246.

À ajouter à l'article 246 : 'Elle ne peut non plus avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de la sécurité sociale des travailleurs salariés' ».

Article 288

Au 2°, il conviendrait de faire référence à l'article 150 et à l'article 290 du projet.

Articles 288 et 289

La question se pose de savoir si, à l'instar de ce qu'énoncent d'autres règles statutaires, il ne conviendrait pas également de prévoir qu'il y a cessation de fonctions (perte d'office de la qualité de membre du personnel opérationnel) :

- du membre du personnel dont la nomination n'est pas régulière, à condition que, sauf fraude ou dol, cette irrégularité ait été constatée par l'autorité qui l'a nommé dans le délai imparti pour introduire un recours en annulation devant le Conseil d'État ou, si un tel recours a été introduit, pendant la procédure ;

- du membre du personnel qui se trouve dans un cas où l'application des lois civiles et des lois pénales a pour effet la cessation des fonctions.

Article 290

1. Les dispositions auxquelles il y a lieu de renvoyer à l'alinéa 1^{er}, 1°, sont les articles 37, § 1^{er}, 1°, 3°, 4°, 5° et 6° et 38, § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4° et 5°.
2. La question se pose également de savoir si le fait de ne plus satisfaire aux obligations de domicile ou de disponibilité, telles que prévues à l'article 36 du projet, ne doit pas être mentionné à l'article 290, alinéa 1^{er}, 1°, du projet.

Article 292

Il y aurait lieu de déterminer les modalités (procédure, délai, documents à produire) pour introduire la demande et les modalités (procédure, délai) de prise de décision par le conseil.

Articles 292 et 293

Il conviendrait de préciser quelle est l'autorité qui accorde la démission honorable.

Article 294

1. Sous réserve de l'observation générale n° 1, il y a lieu d'observer que l'article 294 du projet fait notamment référence à l'article 40, alinéas 1^{er}, 4 et 5. Or, l'article 40 est divisé en paragraphes et ne comporte pas d'alinéas 4 et 5. À la question de savoir quelle est la référence correcte, les délégués de la ministre ont répondu ce qui suit :

« Il s'agit en réalité de l'article 39, alinéas 1^{er}, 4 et 5, et de l'entièreté de l'article 40 ».

2. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que le renvoi à l'article 304 du projet a pour effet de rendre applicables les articles 59 à 67 à titre transitoire.
3. En outre, en ce qui concerne la carrière, il est également prévu que, notamment, les articles 52 à 58 s'appliquent.

Article 296

Le statut en projet supprime de nombreux grades (premier sergent, sergent major, adjudant-chef, sous-lieutenant, capitaine commandant, lieutenant-colonel).

L'article 296 prévoit dès lors une conversion de grade. Il est cependant permis à la lecture de cet article de se demander si l'article 208 de la loi précitée du 15 mai 2007 est bien respecté. Cet article dispose que :

« Les membres opérationnels des services d'incendie conservent leur grade ou se voient octroyer un grade équivalent lors du transfert vers la zone ».

L'article en projet ne pose aucun problème en ce qui concerne les titulaires des grades de sapeur, caporal, sergent et adjudant. Il en va de même des titulaires d'un grade de sous-lieutenant et de lieutenant ne possédant pas de diplôme de niveau A.

Il en va cependant autrement pour ce qui concerne :

- les titulaires du grade de premier sergent et sergent major, qui se verront attribuer le grade de sergent, qui correspond actuellement à un grade inférieur ;

- les titulaires du grade d'adjudant chef, qui se verront attribuer le grade d'adjudant, qui correspond actuellement à un grade inférieur ;

- les titulaires du grade de sous-lieutenant et de lieutenant possédant un diplôme de niveau A se verront attribuer le grade supérieur de capitaine ; une différence de traitement est donc introduite avec les titulaires d'un grade de sous-lieutenant et de lieutenant ne possédant pas de diplôme de niveau A, qui se verront attribuer le grade de lieutenant ; cette distinction se fonde sur la possession d'un diplôme ; il n'est cependant pas certain que cette justification puisse être considérée comme raisonnable puisqu'elle repose sur une condition de diplôme qui n'était pas exigée lors de l'accession de ces personnes au grade de sous-lieutenant et de lieutenant ;

La même observation doit être faite pour ce qui concerne les titulaires du grade de capitaine.

Article 298

Il convient de préciser que la dérogation dont il est question à la seconde phrase est une dérogation à l'article 22, 2°, du projet.

Article 303

La question se pose de savoir ce qui se passe si le jury a déjà entendu les candidats.

Article 318

Interrogés sur les raisons pour lesquelles une distinction est faite entre les officiers volontaires, d'une part, et les sous-officiers, caporaux et sapeurs-pompiers volontaires, d'autre part, les délégués de la ministre ont répondu ce qui suit :

« Actuellement, le contrat des officiers est à durée indéterminée (AR 19/04/99 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie) tandis que celui des non-officiers est de 5 ans (AR 06/05/71 fixant les types de règlements communaux relatifs à l'organisation des services communaux d'incendie) ».

Cette explication permet de justifier la distinction opérée. Elle devrait être insérée dans le rapport au Roi.

Article 320

Il faudrait également prévoir que l'arrêté royal du 3 juin 1999 'relatif à l'introduction de la possibilité d'un congé préalable à la mise à la pension pour les membres professionnels du personnel opérationnel d'un service public d'incendie' est maintenu en vigueur à l'égard des membres du personnel qui font usage de la faculté visée à l'article 207 de la loi précitée du 15 mai 2007 aussi longtemps que perdure cette situation ¹⁸.

Article 321

Cette disposition n'est pas claire. Que se passera-t-il si l'arrêté royal par lequel il est constaté que les conditions visées à l'article 220 de la loi du 15 mai 2007 sont remplies, ne peut pas entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2015 ?

Sous cette réserve, la deuxième partie de l'article 321 du projet ne permet pas de déterminer aisément la date d'entrée en vigueur qu'elle tend à fixer. Telle qu'elle est conçue, il appartient en effet aux intéressés de rechercher à quelle date le Roi a fait application de l'article 220 de la loi précitée du 15 mai 2007.

Il conviendrait d'habiliter le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions à publier dans le *Moniteur belge* un avis qui mentionnera, en application de l'article 321, à quelle date l'article 106 de la loi précitée du 15 mai 2007 et l'arrêté examiné entrent en vigueur.

Annexe

La référence à l'article 17, § 2, alinéa 3, ne paraît pas correcte puisque cet article, ni aucun autre, ne fait pas mention d'un expert en sport.

*

¹⁸ En ce sens, l'article 41, § 2, du projet d'arrêté royal sur lequel le Conseil d'État a donné ce jour l'avis 55.166/2 précité.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Krachtens artikel 6, § 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen', moeten de regeringen betrokken worden bij het uitwerken van het onderhavige ontwerp.

Uit de stukken die aan de Raad van State bezorgd zijn, blijkt dat de Waalse gewestregering en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tijdens hun beraadslagingen van 23 januari 2014, opmerkingen en voorbehoud hebben gemaakt ten aanzien van het voorliggende ontwerp.¹

Er wordt gewezen dat het niet voldoende is om het advies van de gewestregeringen aan te vragen opdat het vormvereiste dat die regeringen erbij moeten worden betrokken, als vervuld kan worden beschouwd. Indien die regeringen bezwaren of opmerkingen uiten, wordt het vormvereiste dat de gewestregeringen erbij moeten worden betrokken eerst als vervuld beschouwd indien op die opmerkingen is ingegaan of indien er nadien op regeringsniveau, bijvoorbeeld in het kader van het overlegcomité of van een interministeriële conferentie, daadwerkelijk over van gedachten is gewisseld.

De steller van het ontwerp moet ervoor zorgen dat dit vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

2. De onderhandelingen met de vakorganisaties hebben plaatsgevonden op 17, 18 en 19 december 2013, en op 15 januari 2014. De vakorganisaties hebben een protocol van niet-akkoord ondertekend op 20 januari 2014.

3. Uit de stukken gevoegd bij de adviesaanvraag blijkt evenwel dat de Ministerraad op 13 december 2013 beraadslaagd heeft, dat wil zeggen voordat de voornoemde vormvereisten vervuld zijn. De hiernavolgende opmerkingen worden dus gemaakt onder het voorbehoud dat, indien de teksten die aan de Raad van State zijn voorgelegd nog gewijzigd worden als gevolg van de voornoemde vormvereisten, waaruit de Ministerraad nog geen conclusies heeft getrokken, de bepalingen die andere dan louter formele wijzigingen hebben ondergaan aan de Raad van State worden voorgelegd om te worden onderzocht.

¹ De Vlaamse regering heeft haar advies uitgebracht op haar vergadering van 10 januari 2014, waarbij ze enkel louter formele opmerkingen heeft gemaakt bij het onderhavige ontwerp.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Artikel 17, § 1, van de wet van 15 mei 2007 ‘betreffende de civiele veiligheid’ bepaalt:

“Deze wet is van toepassing op het orgaan, dat werd ingericht door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met toepassing van artikel 5 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, met uitzondering van de volgende bepalingen :

[...]

7° artikel 106,² behalve voor wat betreft de algemene principes van het administratief statuut dat van toepassing is op het operationeel personeel bedoeld in dit artikel”.

Zodoende heeft de federale Staat dus blijkbaar besloten rekening te houden met de bijzondere kenmerken van de Dienst voor Brandweer georganiseerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, door algemene bepalingen vast te stellen die dat gewest de kans bieden deze aan te passen aan de specificiteit van zijn personeel. Daarbij maakt de federale Staat gebruik van één van de twee mogelijkheden voorgesteld door de afdeling Wetgeving in haar advies 32.246/4, op 22 oktober 2001 verstrekt over een ontwerp van besluit dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 14 december 2001 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 1999 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de openbare brandweerdiensten’, en in haar advies 41.963/2, op 17 januari 2007 verstrekt over een voorontwerp van wet ‘betreffende de civiele veiligheid’.³

Bovendien heeft de afdeling Wetgeving in haar advies 53.963/1/V-2, op 18 september 2013 verstrekt over een voorontwerp dat de wet van 21 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken’ is geworden, het volgende gepreciseerd:

“De afdeling Wetgeving heeft er reeds meermaals op gewezen, onder meer in haar voormeld advies nr. 41.963/2, dat voor het bepalen van de overheden die bevoegd zijn om de rechtsregeling vast te stellen die van toepassing is op het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, rekening gehouden moet worden met enerzijds de bevoegdheid die artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°,

² Dit artikel stelt het volgende: “De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het administratief en geldelijk statuut van het operationeel personeel van de zones, hierbij inbegrepen de opleiding.”

³ “[...] De Federale Staat blijft weliswaar bevoegd voor de aangelegenheid van de civiele bescherming, doch kan evenwel niet betwisten dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op grond van de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, bevoegd is om de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp te organiseren en het personeel van die instelling van openbaar nut toe te rusten met een administratief statuut en een bezoldigingsregeling, met inachtneming van de algemene beginselen vastgelegd in het koninklijk besluit van 22 december 2000. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van zijn kant, kan niet optreden alsof het bevoegd was geworden voor de civiele bescherming op zijn grondgebied en zonder rekening te houden met de federale regelgeving.

Te dien einde moet de Federale Staat ofwel rekening houden met de bijzondere kenmerken van de Dienst voor Brandweer georganiseerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, door algemene bepalingen vast te stellen die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de kans bieden deze aan te passen aan de specificiteit van zijn personeel, ofwel moet een samenwerkingsakkoord worden gesloten om het statuut van dat personeel te regelen, waarbij de Federale Staat bevoegd is voor de civiele bescherming, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het leiden van zijn instelling van openbaar nut, de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, alsmede het personeel hiervan.”

vierde streepje, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 aan de federale overheid verleent inzake de organisatie van en het beleid inzake de brandweer, en anderzijds de bevoegdheid die de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse instellingen' aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verlenen inzake de organisatie van de brandweer en de dringende medische hulp en de vaststelling van het statuut van het personeel ervan. Hiertoe is het absoluut noodzakelijk dat de federale overheid en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in gemeen overleg handelen. De federale overheid kan hoe dan ook niet zomaar zelf eenzijdig het statuut van de personeelsleden van die dienst vaststellen”.

Met toepassing van de artikelen 17, § 1, 7°, en 106 van de voornoemde wet van 15 mei 2007, verklaart artikel 294 van het onderhavige ontwerp een hele reeks bepalingen van het ontworpen statuut als algemene bepalingen van toepassing op de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp (DBDMH).

Uit het onderzoek van de toepasselijke bepalingen blijkt evenwel dat het de bedoeling is dat bijna het hele administratief statuut van toepassing is op de BDDMH. Artikel 294 blijkt dus verder te gaan dan wat bepaald is in artikel 17, § 1, 7°, aangezien het meer doet dan enkel het bepalen van de algemene principes van het administratief statuut dat van toepassing is op het operationeel personeel doordat het ertoe zou kunnen leiden dat de federale overheid zelf, onrechtstreeks, zonder meer en op eenzijdige wijze het statuut van de personeelsleden van de DBDMH vaststelt.

2. Verscheidene bepalingen (inzonderheid de artikelen 57, 128 en 151) houden de delegatie in van een verordenende bevoegdheid aan de zoneraad.

Wat dat betreft wordt de aandacht van de steller van het ontwerp er in het algemeen op gevestigd dat het verlenen van verordenende bevoegdheid aan de raad niet in overeenstemming lijkt met de algemene publiekrechtelijke beginselen, omdat erdoor geraakt wordt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht. Bovendien ontbreken de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake de bekendmaking en de preventieve controle van de Raad van State, afdeling Wetgeving. Dergelijke delegatie kan dan ook enkel worden gebillijkt op grond van praktische redenen en in de mate dat ze een zeer beperkte of een hoofdzakelijk technische draagwijdte heeft, en ervan uitgegaan mag worden dat de instellingen die de betrokken reglementering dienen toe te passen of er toezicht op dienen uit te oefenen, ook het best geplaatst zijn om deze met kennis van zaken uit te werken.

Bij zulke delegaties moet dus telkens de vraag worden gesteld of de betreffende delegatie aan al die voorwaarden voldoet. Wat dat betreft wordt verwezen naar de bijzondere opmerkingen over de betrokken bepalingen.

Werken met talrijke delegaties lijkt bovendien in strijd met de harmonisering die beoogd wordt met het aannemen van een enig administratief statuut voor de leden van het operationeel personeel van de hulpverleningszones, dat uitgewerkt wordt door de Koning.

3. Verscheidene bepalingen kunnen ook problemen doen rijzen ten aanzien van het gelijkheids- en non-discriminatiebeginsel voor zover ze verschillen invoeren tussen bijvoorbeeld vrijwilligers en beroeps, alsook tussen sommige categorieën van graden of sommige categorieën van leden van het vrijwillig personeel (artikelen 20, 35, 55, 58, 72, 75, 86, 89, 90, 97, 112, 113, 127, 281, boek 18 en artikel 318).

Wat betreft de verschillen tussen vrijwillige brandweerlieden en beroepsbrandweerlieden heeft het Grondwettelijk Hof in arrest 103/2013 van 9 juli 2013 immers reeds het volgende gesteld:

“[a]angezien de vrijwillige brandweerlieden en de beroepsbrandweerlieden vergelijkbare opdrachten vervullen in eenzelfde korps, vormen zij vergelijkbare categorieën.”⁴

Ook al heeft het Hof, wat betreft de vraag die daaraan was voorgelegd, geoordeeld dat

“([h]et vrijwillige, occasionele en aanvullende karakter van de activiteit van de vrijwillige brandweerman verantwoordt dat de in het geding zijnde bepaling hem uitsluit van het toepassingsgebied van een wetgeving die, zoals de wet van 14 december 2000, waarborgen biedt aan de ambtenaren op het vlak van de minimale periodes van dagelijkse rust, wekelijkse rust, jaarlijks verlof, arbeidspauze, maximale wekelijkse arbeidsduur en bepaalde aspecten van de nachtarbeid en de ploegendienst”,⁵

de verschillen in behandeling ingevoerd bij het onderhavige ontwerp moeten objectief en redelijk verantwoord kunnen worden.

4. In artikel 106 van de voornoemde wet van 15 mei 2007 wordt het volgende gesteld:

“De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het administratief en geldelijk statuut van het operationeel personeel van de zones, hierbij inbegrepen de opleiding”.

Artikel 103 van dezelfde wet luidt als volgt:

“Het operationeel personeel van de zone is samengesteld uit vrijwillige en/of beroepsbrandweermannen.

De vrijwillige brandweermannen zijn diegenen voor wie de functie van brandweerman niet hun hoofdactiviteit uitmaakt.

De beroepsbrandweermannen zijn de brandweermannen die als hoofdberoep door de zone tewerkgesteld zijn.”

Artikel 2 van het ontworpen statuut bepaalt:

“§ 1. Dit statuut is van toepassing op de leden van het beroepspersoneel van de zone.

⁴ B.5.2.

⁵ B.10.

§ 2. De rechtspositie van het vrijwillig personeelslid wordt eenzijdig geregeld door dit besluit en door de wetten betreffende het sociale en fiscale regime van toepassing op het vrijwillig personeel van dewelke niet afgeweken wordt.

Het vrijwillig personeelslid bevindt zich in een sui generis statutaire situatie. Hij wordt niet benoemd in vast dienstverband. De wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers zijn niet van toepassing op hem.”

Zoals het artikel is gesteld, is het niet mogelijk uit te maken op grond waarvan afgeweken zou kunnen worden van de wetten betreffende het sociale en fiscale regime dat van toepassing is op het vrijwillig personeel.

Daarnaast rijst de vraag welk nut het heeft te bepalen dat de rechtspositie van de leden van het vrijwillig personeel eenzijdig geregeld wordt bij het voorliggende besluit, aangezien dat net een kenmerk is van een statuut.

Zo ook lijkt het niet nodig om, wanneer het ontworpen statuut van toepassing wordt verklaard op de leden van het vrijwillig personeel, in het tweede lid te preciseren dat de wet van 3 juli 1978 ‘betreffende de arbeidsovereenkomsten’ en de wet van 3 juli 2005 ‘betreffende de rechten van vrijwilligers’ (gelet op artikel 3, 1°, d), van die wet)⁶ niet van toepassing zijn.

Die precisering hoort duidelijk in het verslag aan de Koning thuis.

Bovendien moeten in hetzelfde lid de woorden “een sui generis statutaire situatie” vervallen, aangezien het net de bedoeling is van het ontworpen besluit om de statutaire situatie van de brandweerlieden te regelen door, in voorkomend geval en onder voorbehoud van algemene opmerking 3, een onderscheid te maken naargelang ze lid zijn van het vrijwillig personeel (tijdelijke benoeming) of van het beroepspersoneel (benoeming in vast dienstverband).

Aangezien artikel 106 van de voornoemde wet van 15 mei 2007 aan de Koning de verplichting oplegt zowel voor het professioneel als voor het vrijwillig operationeel personeel een administratief statuut uit te vaardigen, rijst de vraag of het niet eenvoudiger en logischer zou zijn meteen het volgende te bepalen:

“Behoudens andersluidende bepalingen is dit statuut van toepassing op de leden van het vrijwillig personeel van de zone”.

⁶ Die bepaling luidt: “Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° vrijwilligerswerk : elke activiteit :

a) die onbezoldigd en onverplicht wordt verricht;

b) die verricht wordt ten behoeve van één of meer personen, andere dan degene die de activiteit verricht, van een groep of organisatie of van de samenleving als geheel;

c) die ingericht wordt door een organisatie anders dan het familie- of privé-verband van degene die de activiteit verricht;

d) en die niet door dezelfde persoon en voor dezelfde organisatie wordt verricht in het kader van een arbeidsovereenkomst, een dienstencontract of een statutaire aanstelling; [...]”.

5. Uit het ontwerp blijkt dat het begrip benoeming verband houdt met de beroepsstagiair, terwijl het begrip aanwerving verband houdt met de vrijwillig stagiair. Aangezien het statuut van de vrijwillige brandweerlieden evenwel geregeld wordt door specifieke bepalingen van het ontworpen statuut, lijkt de term “benoeming” zowel te kunnen gelden voor de beroepssleden als voor de vrijwillig personeelsleden.

6. De structuur van het ontwerp zou in sommige opzichten gerationaliseerd kunnen worden. Zo bijvoorbeeld gaat boek 5 over de loopbaan, hoofdzakelijk over de bevordering door verhoging in graad (hiërarchische bevordering), boek 6 over de mobiliteit, boek 7 over de professionalisering, boek 8 over de wedertewerkstelling, boek 9 over het eindeloopbaanregime en boek 10 over de uitoefening van een hoger ambt.

In feite wordt bij de boeken 6 tot 10 de loopbaan van de personeelsleden geregeld. Bijgevolg zou het rationeler zijn die bepalingen samen te brengen in een enkel boek dat aan de loopbaan gewijd is, bijvoorbeeld op de volgende wijze:

“Boek 5 – Loopbaan

Titel 1 – Bevordering door verhoging in graad

Titel 2 – Mobiliteit

Titel 3 – Professionalisering

Titel 4 – Wedertewerkstelling

Titel 5 - Eindeloopbaanregeling

Titel 6 – Hogere ambten”.

Ook de onderverdelingen van die titels zouden dan dienovereenkomstig moeten worden aangepast.

7. Gelet op de omvang van de hervorming, zou het beter zijn de strekking van het ontwerp toe te lichten in een verslag aan de Koning.

8. Verwezen wordt naar de algemene opmerkingen gemaakt in advies 55.164/2, dat heden verstrekt is over het ontwerp van koninklijk besluit ‘tot vaststelling van het functieprofiel van de commandant van een hulpverleningszone en van de nadere bepalingen voor zijn selectie en zijn evaluatie’.

9. De onderstaande bijzondere opmerkingen worden onder voorbehoud van de hierboven geformuleerde algemene opmerkingen gegeven.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

In het eerste lid moeten ook worden vermeld:

- artikel 17, § 1, 7°, aangezien het gaat om één van de twee rechtsgronden van artikel 294 van het ontwerp;
- artikel 106/1 van de voornoemde wet van 15 mei 2007 wegens boek 16 (“Uitvoeren van een alcohol- of drugstest”);
- artikel 208 wegens artikel 296 van het ontworpen statuut.

Wat betreft de eventuele vermelding van artikel 116 in de aanhef, wordt verwezen naar de algemene opmerkingen die heden zijn gemaakt in het voornoemde advies 55.164/2.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In paragraaf 1, 14°, moet het begrip “feestdagen” gepreciseerd worden, aangezien dat begrip zowel de wettelijke feestdagen als de reglementaire feestdagen kan omvatten. Aangezien in artikel 193 enkel verwezen wordt naar de feestdagen opgesomd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 april 1974 ‘tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen’, laat het zich aanzien dat dit begrip enkel de wettelijke feestdagen dekt. Dat moet bijgevolg uitdrukkelijk worden vermeld in de definitie, waarbij tevens verwezen moet worden naar het voornoemde koninklijk besluit van 18 april 1974.

Artikel 3

Teneinde de beslissingsbevoegdheid van de raad duidelijk en nauwkeurig af te bakenen, moet worden bepaald volgens welke orde van voorrang de procedures om te voorzien in een vacante betrekking gevolgd moeten worden.

Artikel 6

Het tweede lid, dat geen betrekking heeft op de “rechten en plichten” hoort veeleer thuis in boek 1 (“Algemene bepalingen”).

Artikel 7

De vraag rijst waarnaar de steller van het ontwerp in paragraaf 1 verwijst wanneer hij het heeft over “de gedragsregels inzake deontologie”.

Het ontwerp moet in voorkomend geval op dat punt worden aangevuld.

Artikel 8

Het doel dat met dit artikel wordt nagestreefd, wordt ook op afdoende wijze bereikt wanneer geschreven wordt “zonder te discrimineren” in plaats van “zonder enige vorm van discriminatie”.

Artikel 10

Naar het voorbeeld van wat bepaald is in artikel 8, § 3, van het statuut van het rijkspersoneel,⁷ zou het nuttig zijn in een nieuw lid het volgende te bepalen:

“Het eerste lid slaat niet op symbolische geschenken van kleine waarde uitgewisseld tussen personeelsleden in de normale uitoefening van hun ambt.”

Artikel 11

1. Het derde lid van paragraaf 1 zou het tweede lid moeten worden.

2. Het tweede lid van dezelfde paragraaf, dat het derde lid wordt, zou, naar het voorbeeld van wat bepaald is in artikel 10, tweede lid, van het statuut van het rijkspersoneel, als volgt moeten worden aangevuld:

“, evenals voor feiten die, wanneer zij bekend worden gemaakt, de belangen kunnen schaden van de dienst waarin het personeelslid tewerkgesteld is”.

3. Het zou beter zijn paragraaf 2, naar het voorbeeld van artikel 7, § 3, van het statuut van het rijkspersoneel als volgt te redigeren:

“Onverminderd artikel 29 van het Wetboek van strafvordering stelt het personeelslid zijn hiërarchische meerdere of, indien nodig, een hogere hiërarchische meerdere op de hoogte van elk onwettigheid of onregelmatigheid waarvan hij kennis heeft.”⁸

⁷ Koninklijk besluit van 2 oktober 1937 ‘houdende het statuut van het rijkspersoneel’ (hierna: het statuut van het rijkspersoneel).

⁸ Artikel 29 van het Wetboek van strafvordering: “Iedere gestelde overheid, ieder openbaar officier of ambtenaar [...] die in de uitoefening van zijn ambt kennis krijgt van een misdaad of van een wanbedrijf, is verplicht daarvan dadelijk bericht te geven aan de procureur des Konings bij de rechtbank binnen wier rechtsgebied die misdaad of dat

Artikelen 12 en 16

1. Het zou beter zijn deze artikelen, die gaan over het recht op opleiding enerzijds en over het recht op informatie anderzijds, te groeperen.

2. Artikel 12, derde lid, tweede zin hoort veeleer thuis in het deel van het ontwerp dat betrekking heeft op de opleiding of op de dienstactiviteit.

Het zou bovendien beter zijn die zin, overeenkomstig hetgeen in het APKB staat, als volgt te stellen:

“ Periodes van afwezigheid gerechtvaardigd door deelname aan verplichte opleidingsactiviteiten worden in ieder opzicht gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit”.

Artikel 14

Dat artikel gaat niet over “rechten en plichten”. Het hoort dus veeleer thuis in boek 1, dat de algemene bepalingen omvat.

Artikel 17

Indien het de bedoeling is van de steller van het ontwerp dat de kopie gratis is, moet dat gepreciseerd worden.

Ook moet vermeld worden uit welke documenten het persoonlijk dossier moet bestaan (bijvoorbeeld: een inventaris van stukken, documenten betreffende de evaluatie, de mobiliteit, de stage, de tuchtstraffen, enz.)

Artikel 20

1. Op de vraag waarom de verplichting tot verlenging van de prestaties tijdens de opdracht niet geldt voor de vrijwilligers, hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

“[...] le pompier volontaire ne preste pas de régime horaire fixe (de 7h00 à 19h00 par exemple). Il vient lorsqu’il est appelé pour effectuer une intervention et il n’y a pas de dépassement éventuel d’un régime horaire dans son cas”.

Die uitleg moet opgenomen worden in het verslag aan de Koning, waarbij tevens rekening moet worden gehouden met het gevolg dat gegeven wordt aan de opmerkingen gemaakt in de artikelen 172 e.v.

2. Wat betreft het begrip “een grootschalige interventie, veroorzaakt door een onvoorziene gebeurtenis” zou het nuttig zijn in het verslag aan de Koning enkele voorbeelden te geven van de bedoelde situaties, naar het voorbeeld van de situaties waarvan sprake in het voorontwerp van wet “tot vaststelling van bepaalde aspecten van de organisatie van de arbeidstijd van de operationele beroepsleden van de hulpverleningszones” waarover een opmerking is gemaakt in advies 54.614/2, dat op 8 januari 2014 over dat voorontwerp is verstrekt.⁹

Artikel 22

Aangezien de zonecommandant een lid moet zijn van het operationeel personeel, valt hij onder de werkingssfeer van het onderhavige ontwerp. Artikel 22 moet dus worden aangevuld met de onverenigbaarheid waarin is voorzien in artikel 7, § 4, van het ontwerp van koninklijk besluit ‘tot vaststelling van het functieprofiel van de commandant van een hulpverleningszone en van de nadere bepalingen voor zijn selectie en zijn evaluatie’, waarover heden advies 55.164/2 is uitgebracht.

Artikel 23

In het tweede lid zou verwezen kunnen worden naar artikel 290 van het ontwerp.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 32, tweede lid.

Artikel 26

Paragraaf 1, eerste lid, tweede zin, die betrekking heeft op een geval waarin afwijkingen kunnen worden toegestaan, zou als volgt ingevoegd moeten worden in paragraaf 2, waarin ook sprake is van een geval waarin afwijkingen kunnen worden toegestaan:

“Individuele afwijkingen kunnen worden toegestaan:

- voor zover de activiteit de goede werking van de dienst niet verstoort;
- voor de cumulatie met de functie van vrijwillig personeelslid van een andere zone”.

Artikel 27

Deze bepaling zou in de vorm van een nieuw vierde lid ingevoegd kunnen worden in artikel 26, § 1.

⁹ Opmerking 4 over artikel 5 van dat voorontwerp.

Artikel 28

1. Het zou beter zijn te spreken van een verzoek om afwijking dan van een cumulatieaanvraag.
2. Het zou dienstig zijn de belangrijkste elementen vast te leggen die dat verzoek verplicht moet bevatten, namelijk:
 - 1° de zo nauwkeurig mogelijke aanwijzing van de beoogde activiteit;
 - 2° de duur van de beoogde activiteit;
 - 3° de gemotiveerde bevestiging dat de activiteit, zelfs in de toekomst, geen aanleiding kan geven tot een onverenigbaarheid zoals omschreven in artikel 21.
3. In de nederlandstalige versie schrijve men “commandant of zijn gemachtigde” in plaats van “commandant of zijn afgevaardigde”. Deze opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp en geldt *mutatis mutandis* ook voor de artikelen 51, 57, § 2 en 129.

Artikel 34

Om ten volle te waarborgen dat de bij cumulatie uitgeoefende activiteit een bijkomstige activiteit is, zou artikel 34 als volgt kunnen worden geredigeerd:

“Een machtiging tot cumulatie kan enkel verleend worden als de activiteit wordt uitgeoefend buiten uren waarop het personeelslid zijn dienst vervult. Zij dient in elk geval volledig bijkomstig te blijven ten overstaan van het uitgeoefend ambt.

Een activiteit kan slechts worden uitgeoefend met inachtnaam van de wetten en reglementen die de uitoefening van die activiteit regelen. In voorkomend geval, wordt het bewijs daarvan geleverd aan de raad die de machtiging voor de cumulatie heeft verleend.”¹⁰

Boek 4, titel I – De Aanwerving

Algemene opmerkingen

1. Er zou meteen gepreciseerd moeten worden dat het personeel aangeworven wordt ofwel in de graad van brandweerman, wat het basiskader betreft, ofwel in de graad van kapitein, wat het hoger kader betreft.

¹⁰ Zie in die zin artikel 12, § 1, derde en vierde lid, van het statuut van het rijkspersoneel.

2. Op de vraag waarom personen met een diploma hoger onderwijs van het korte type niet aangeworven kunnen worden in het middenkader, en waarom, wat het hoger kader betreft, aangeworven wordt in de graad van kapitein en niet in de graad van luitenant hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

“D’une part, car les syndicats s’y sont fortement opposés lors de la négociation. D’autre part, la fonction de sergent est une fonction qui demande une expérience importante. Le sergent joue un rôle crucial dans le commandement du personnel lors des missions opérationnelles présentant un danger certain. Il ne peut acquérir une expérience utile suffisante pour assurer la sécurité de son personnel qu’en participant à des interventions pendant un nombre d’années minimum.

Dans le même esprit, le lieutenant étant l’officier qui intervient en 1^{re} ligne, celui-ci doit également bénéficier d’une grande expérience de terrain. Le lieutenant assure majoritairement des fonctions opérationnelles.

L’officier qui est recruté au grade de capitaine par recrutement est destiné à assurer très rapidement des fonctions de management administratif en plus de fonctions opérationnelles, plus limitées”.

Gezien die uitleg rijst de vraag of het beschikken over managementvaardigheden niet opgenomen moet worden als één van de voorwaarden om als kapitein te worden aangeworven.

Artikel 35

1. De bekendmaking bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, moet ook vermelden op welke datum de voorwaarden vervuld moeten zijn.

2. Op de vraag waarom de operationele handvaardigheidstest genoemd in paragraaf 3, 2°, enkel bedoeld is voor de kandidaat-brandweerlieden en niet voor de kandidaat-kapiteins, hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

“Les officiers seront principalement des managers, une habileté manuelle particulière n’est pas exigée. Les compétences du capitaine sont essentiellement axées sur le savoir et le savoir-être. Par contre, pour le sapeur-pompier, c’est le savoir-faire qui est prépondérant”.

Het staat niet vast dat die verantwoording als afdoend zal worden beschouwd, aangezien de kapiteins ook op het terrein werkzaam zullen moeten zijn.

3. Luidens paragraaf 6, *in fine*, blijven de lichamelijke geschiktheidsproeven twee jaar geldig. In het ontwerp moeten evenwel de nadere regels worden bepaald volgens welke de houders van het federaal geschiktheidsattest de lichamelijke geschiktheidsproeven opnieuw kunnen afleggen na het verstrijken van die termijn van twee jaar.

Artikel 36

1. In het eerste lid zou gepreciseerd moeten worden dat de vacante betrekking waarvan in die bepaling sprake is een vacante betrekking in de graad van brandweerman en/of van kapitein is.

In de oproep tot de kandidaten moet ook gepreciseerd worden of het gaat om een betrekking van lid van het vrijwillig dan wel het beroepspersoneel.

2. Wat het derde lid betreft, zou in de oproep vermeld moeten worden op welke datum de voorwaarden vervuld moeten zijn. De oproep moet ook een beknopt profiel van de vacante functie bevatten.¹¹

3. Het zou beter zijn het zevende lid, dat betrekking heeft op de verplichting om de oproep tot de kandidaten bekend te maken, te laten volgen op het tweede lid, dat de wijze van bekendmaking betreft.

4. De regel genoemd in het achtste lid behoort als volgt te worden ingevoegd in het derde lid:

“De oproep vermeldt [...] de uiterste datum voor de kandidaatstelling en de praktische modaliteiten voor het indienen van de kandidaturen [...]”.

Artikel 37

Het zou beter zijn paragraaf 2 als volgt te stellen:

“Om aangeworven te kunnen worden moet de kandidaat geslaagd zijn voor een vergelijkend examen en dient hij een eliminerend geneeskundig onderzoek te ondergaan, zoals bepaald in artikel 26 van het koninklijk besluit van 28 mei 2003 ‘betreffende het gezondheidstoezicht op de werknemers’, die beide door de raad georganiseerd worden.

Het vergelijkend examen bestaat uit een interview bedoeld om de motivering, de inzetbaarheid en de overeenstemming van de kandidaat met de functiebeschrijving en de zone te testen. Indien redenen van operationele aard zulks rechtvaardigen, kan het vergelijkend examen ook een extra proef omvatten.

De raad legt in een reglement de inhoud van de proeven en de samenstelling van de examencommissie vast. De praktische organisatie van het vergelijkend examen kan door de raad toevertrouwd worden aan het opleidingscentrum voor de civiele veiligheid.

De geslaagde kandidaten worden opgenomen in een wervingsreserve die twee jaar geldig is. De geldigheidsduur kan ten hoogste twee keer voor twee jaar verlengd worden.”

¹¹ Zie artikel 37, § 2, van het ontwerp.

De bepaling luidens welke “de kandidaten uit de reserve [...] door de raad toegelaten (worden) tot de aanwervingsstage in orde van rangschikking resulterend uit de zonale bijkomende proeven” zou opgenomen moeten worden in titel 2 betreffende de aanwervingsstage. Bovendien zou gepreciseerd moeten worden of de zonale bijkomende proeven deel uitmaken van de proeven van het vergelijkend examen (in welk geval het beter zou zijn die term te gebruiken), dan wel of het om nog andere proeven gaat.

Ten slotte zou bepaald moeten worden hoe de resultaten aan de kandidaten meegedeeld worden.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 38 van het ontwerp.

Artikel 39

1. Zoals dit artikel is gesteld, onderstelt het dat er geen benoeming of aanstelling als stagiair plaatsvindt. De toelating tot de stage moet echter geformaliseerd worden door middel van een benoeming of een aanwerving als stagiair.

2. In het vierde en het vijfde lid wordt melding gemaakt van een brevet. Zodra dat brevet behaald is, kan worden berekend wanneer van de stage eindigt. In geen enkele bepaling van het statuut wordt evenwel geregeld hoe dat brevet behaald wordt. Ofwel moeten zulke bepalingen dus worden opgenomen, ofwel moet, zo die bepalingen reeds bestaan, daarnaar verwezen worden.¹²

3. Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 56.

Bovendien moet, ter wille van de samenhang, het vierde lid het tweede lid worden, het tweede lid het derde lid, en het derde lid het vierde lid.

Artikel 40

De vraag rijst of in paragraaf 2, tweede lid, niet ook rekening moet worden gehouden met:

- de afwezigheden die volgen uit de artikelen 81, §§ 1 en 2, en 82 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 ‘tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel’ (bijvoorbeeld naar analogie van artikel 28ter, § 2, 3°, van het statuut van het rijkspersoneel);

¹² Wat dat betreft, dient te worden opgemerkt dat het koninklijk besluit van 21 februari 2011 ‘betreffende de opleiding van de leden van de openbare hulpdiensten’ de opleiding regelt van de leden van de openbare hulpdiensten.

- de periodes van afwezigheid gerechtvaardigd door deelname aan verplichte opleidingsactiviteiten (aansluitend bij artikel 7, § 2, van het APKB, luidens hetwelk die periodes in ieder opzicht gelijkgesteld moeten worden met periodes van dienstactiviteit).

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de artikelen 59, § 2, tweede lid, 76, § 2, tweede lid, en 98, § 2, tweede lid.

Artikel 41

Het zou beter zijn het woord “behaalt” te vervangen door de woorden “moet behalen”.

Artikel 42

In het derde lid schrijve men “de commandant van de zone waaraan de stagiair toegewezen is of diens gemachtigde”.

Artikel 43

1. Volgens deze bepaling wordt de stagecommissie voorgezeten door de zonecommandant of zijn gemachtigde. Artikel 25 van de voornoemde wet van 15 mei 2007 luidt echter als volgt:

“De zonecommandant (bedoeld in artikel 109) neemt deel aan de vergaderingen van de raad met raadgevende stem”.

Aangezien de beslissing over de verlenging van de stage of het ontslag door de raad moet worden genomen (zie de artikelen 47 tot 49 van het ontwerp), moet erop worden toegezien dat de zonecommandant in de praktijk ofwel geen zitting heeft in de stagecommissie, ofwel de vergaderingen van de raad niet bijwoont wanneer deze moet beslissen over de verlenging van de stage of het ontslag van de stagiair, opdat het onpartijdigheidsbeginsel niet wordt geschonden.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 129 van het ontwerp.

2. Voorts moet worden bepaald op welke wijze de commissie beraadslaagt (quorum, geheime stemming, wat te doen in het geval van staking van stemmen?).

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 129 van het ontwerp.

Boek 4, titel 2, hoofdstuk 2, afdeling 1 – Het verloop van de evaluatie

De onderverdeling moet vervallen, aangezien hoofdstuk 2 maar één afdeling bevat.

Artikel 45

1. De tweede zin van het tweede lid zou kunnen worden gesteld als volgt:

“Ze worden door de stagebegeleider ondertekend en na afloop van elke periode ter kennis gebracht van de stagiair, die ze ondertekent en er eventueel zijn opmerkingen aan toevoegt.”

Met die formulering zou gegarandeerd kunnen worden dat de stageverslagen onmiddellijk aan de stagiair worden overgezonden en niet allemaal samen op het einde van de stage.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de artikelen 63, tweede lid, 80, tweede lid, en 100, tweede lid.

2. Tevens moet worden bepaald dat de verslagen in het persoonlijk dossier van de stagiair worden opgenomen.

Artikel 47

1. De bepaling moet aldus worden herzien dat bepaald wordt in welke gevallen de stagebegeleider het ontslag of de verlenging van de stage kan voorstellen.

Hiertoe kan de tweede zin worden geredigeerd als volgt:

“Hij stelt voor:

- hetzij de stagiair te benoemen of aan te stellen;

- hetzij, indien de verslagen bedoeld in artikel 46 over het geheel niet gunstig zijn voor de stagiair, de stagiair te ontslaan of zijn stage ten hoogste twee keer voor een duur van zes maanden te verlengen”.

2. Daarnaast zou het geval moeten worden geregeld waarin de stagiair gedurende of ter gelegenheid van de stage een zware fout heeft begaan. Naar analogie van artikel 28sexies, § 2, van het statuut van het rijkspersoneel zou in een lid het volgende kunnen worden bepaald:

“Voor elke zware fout begaan gedurende of ter gelegenheid van de stage kan de stagiair die er zich schuldig aan maakt zonder opzegging worden ontslagen. Hij moet vooraf gehoord of aangemaand worden. Het ontslag wordt uitgesproken door de raad, op verslag van de stagebegeleider en op advies van de stagecommissie.”

Artikel 49

1. In het eerste lid zou moeten worden bepaald op welke wijze het geval kan worden voorgelegd aan de stagecommissie: hoe en binnen welke termijn moet het aan haar worden voorgelegd?

2. In het tweede lid moet het geval geregeld worden waarin de stagiair om een geldige reden niet voor de commissie verschijnt, alsook het geval waarin hij niet verschijnt en hiervoor geen rechtvaardigingsgrond aanvoert. Hiervoor kan inspiratie gevonden worden in artikel 32, § 3, derde en vierde lid, van het statuut van de rijksambtenaren, welke bepaling als volgt luidt:

“Indien, alhoewel regelmatig opgeroepen, de stagiair of zijn verdediger, zonder geldig excuus, niet verschijnt, neemt de commissie een beslissing of formuleert ze een voorstel.

De commissie spreekt zich uit op grond van het in § 1 bedoeld verslag, zelfs indien de stagiair een geldig excuus kan inroepen, zodra de zaak het voorwerp van de tweede zitting uitmaakt.”

3. In een specifiek lid zou moeten worden bepaald binnen welke termijn de commissie haar advies moet verlenen en welke gevolgen verbonden zijn aan de niet-naleving van die termijn, dat advies gemotiveerd moet zijn en op welke wijze en binnen welke termijn dat advies aan de raad moet worden overgezonden.

4. In het vierde lid moet worden bepaald binnen welke termijn de raad uitspraak moet doen nadat hij het advies van de commissie heeft ontvangen, en welke gevolgen verbonden zijn aan de overschrijding van die termijn. Tevens moet worden bepaald dat de raad zijn beslissing van een bijzondere motivering moet voorzien indien hij afwijkt van het advies van de commissie.

5. Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de artikelen 66, 84, tweede lid, en 106.

Artikel 50

Het zou beter zijn de woorden “De stagiair” te gebruiken in plaats van de woorden “Het personeelslid”.

Boek 5 – De loopbaan

Algemene opmerking

Alhoewel in boek 5 een onderscheid wordt gemaakt tussen “hiërarchische bevordering” en “sociale promotie”, blijkt de sociale promotie in werkelijkheid slechts een mogelijkheid te zijn om van een van de voorwaarden van de hiërarchische bevordering af te wijken.

Dit boek behoort dan ook niet in twee aparte titels te worden opgedeeld. De regeling van de “sociale promotie” moet in die van de “hiërarchische bevordering” worden geïntegreerd, in zoverre ze een afwijking ten aanzien van die regeling vormt.

Titel 1 – De hiërarchische bevordering

Algemene opmerking

1. Gelet op boek 6, titel 2 (“Bevordering door mobiliteit”), die betrekking heeft op de bevordering buiten de zone van tewerkstelling, moet worden gepreciseerd dat de bepalingen van titel 1 alleen betrekking hebben op de bevordering in de zone waarin het personeelslid reeds is tewerkgesteld.
2. Het begrip “hiërarchische bevordering” moet worden vervangen door het meer gangbare begrip “bevordering door verhoging in graad”.

Artikel 52

Dit artikel moet worden gewijzigd opdat de verschillende soorten bevordering meteen aldus worden vermeld:

“1° wat de administratieve loopbaan betreft:

- de bevordering door verhoging in graad;
- de bevordering door mobiliteit zoals geregeld bij titel 2 van boek 6.

2° wat de geldelijke loopbaan betreft, de bevordering door verhoging in weddeschaal, zoals geregeld bij de artikelen 10 tot 20 van het koninklijk besluit van XXXX houdende bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de hulpverleningszones”.

Artikel 53

Er moet worden gepreciseerd dat de bevordering waarvan in deze bepaling sprake is de bevordering door verhoging in graad is.

Artikel 54

In paragraaf 3 is het eenvoudiger te bepalen dat “elke kandidatuur voor een bevorderingsbetrekking wordt gemotiveerd”.

Artikel 55

Dit artikel voert een bijzondere methode in voor het berekenen van de graadanciënniteit van de leden van het vrijwillige personeel met de graad van sergeant, luitenant of kapitein.

De eerste vraag die in verband met deze bepaling rijst, is hoe de anciënniteit voor de andere graden wordt berekend.

Een fundamentele opmerking is dat de steller van het ontwerp het verschil in behandeling tussen enerzijds vrijwilligers met de graad van sergeant, luitenant of kapitein en anderzijds vrijwilligers met een andere graad moet kunnen rechtvaardigen.

Artikel 56

In verband met de voorwaarden voor bevordering tot de graad van kapitein kunnen de volgende opmerkingen worden gemaakt:

- de voorwaarde, vermeld in de bepaling onder 5°, a), dat men Belg moet zijn om te worden bevorderd, lijkt overbodig daar enkel luitnants, die Belg moeten zijn, tot kapitein kunnen worden bevorderd; dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de bepalingen onder 6°, a), en 7°, a);

- de voorwaarde, vermeld in de bepaling onder 5°, f), zou moeten worden aangevuld als volgt: “of geslaagd zijn voor een proef georganiseerd voor een opleiding waarvan het programma vastgesteld is door de Minister, op voorstel van het Kenniscentrum voor de civiele veiligheid”, teneinde artikel 68 in aanmerking te nemen; dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de voorwaarde waarin de bepalingen onder 6°, f), en 7°, f) voorzien;

- de graad van kapitein is ook een wervingsgraad (zie artikel 38). De steller van het ontwerp moet dus vaststellen op welke wijze prioritair in een betrekking moet worden voorzien in geval van vacature: eerst door aanwerving en, indien er geen kandidaat of geslaagde is, vervolgens door bevordering, ofwel, omgekeerd, eerst door bevordering en, indien er geen kandidaat of geslaagde is, vervolgens door aanwerving.

Artikel 57

1. Luidens paragraaf 1, eerste lid, bepaalt de Minister de nadere regels van de bevorderingsproeven, terwijl, naar luid van het derde lid, de raad de bijkomende regels van die proeven kan vastleggen. De mogelijkheid dat de proeven aldus op gefragmenteerde wijze worden geregeld, kan onduidelijkheid teweegbrengen aangezien op generlei wijze kan worden bepaald wat een bijkomende regel is. Dienaangaande wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 2.

2. In paragraaf 1, tweede lid, moet het woord “andere” worden weggelaten.

3. Gelet op de redactie van het vierde lid, legt de raad in paragraaf 1, derde lid, niet de samenstelling van de examencommissie vast, maar kiest hij de personen die overeenkomstig het vierde lid de examencommissie vormen.

Artikel 58

1. Op de vraag waarom in het eerste lid een bevorderingsstage alleen voor de bevordering tot de graden van sergeant of luitenant wordt ingevoerd, hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

“Les promotions au grade de sergent et de lieutenant ont pour effet le passage vers un cadre supérieur. Ces fonctions nécessitent toutes deux une expérience de terrain et de gestion d'équipe très importante qu'il convient de pouvoir démontrer au cours d'un stage”.

Die toelichting kan het gemaakte onderscheid verantwoorden. Ze zou in het verslag aan de Koning kunnen worden opgenomen.

2. Ter wille van de samenhang zou het tweede lid met artikel 60 moeten worden samengevoegd tot één enkele, als volgt luidende bepaling:

“De bevorderingsstage verloopt onder de leiding van de functioneel meerdere, hierna ‘stagebegeleider’ genoemd.

De stagebegeleider noteert in een logboek de door de stagiair gevolgde opleidingen.”

Artikel 60

Deze bepaling moet vervallen, gelet op de opmerking betreffende artikel 58, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 62

1. Op grond van de soortgelijke structuur van de titel betreffende de aanwervingsstage zou artikel 62 beter worden ondergebracht in het gedeelte van de titel waarin de algemene bepalingen van de bevorderingsstage aan de orde zijn.

2. In het derde lid moet de verwijzing naar artikel 60 worden aangepast in het licht van de opmerking betreffende artikel 58 van het ontwerp.

Artikel 71

In het vijfde lid zou het eenvoudiger zijn te schrijven dat “elke kandidatuur wordt gemotiveerd”.

Artikel 72

De bepaling onder 1° wekt de indruk dat de mobiliteit geldt voor de beroepsstagiairs en niet voor de vrijwillige stagiairs. Op een vraag hierover hebben de gemachtigden van de minister het volgende aangegeven:

“Il faudrait effectivement préciser dans le texte que les stagiaires, qu’ils soient professionnels ou volontaires, n’entrent pas en ligne de compte pour un emploi ouvert à la mobilité”.

Het ontwerp moet in die zin worden aangepast.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 89, 1°, van het ontwerp.

Artikel 86

In het tweede lid wordt de indruk gewekt dat de mandaatfuncties door bevordering zouden kunnen worden vervuld door kandidaten van de zone waarin de betrekking vacant is. Op de vraag hoe het aldus gemaakte verschillen in behandeling tussen kandidaten van de zone en kandidaten van “buiten de zone” te rechtvaardigen valt, hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

“La seule fonction de mandat est celle du Commandant de zone, pour laquelle un projet d’AR distinct vous a été transmis. Il est vrai que la désignation à la fonction de commandant de zone est soumis à une procédure spécifique et que la mention prévue à l’article 86, alinéa 2 (et article 69, alinéa 2) est peut-être superflue”.

In het licht van die toelichting verdient het inderdaad aanbeveling de woorden “en is niet van toepassing op mandaatfuncties” in de artikelen 86, tweede lid, en 69, tweede lid, te schrappen.

Artikel 90

Op de vraag naar de redenen voor de verschillende behandeling van enerzijds sergeanten en luitenanten en anderzijds personeelsleden met een andere graad, hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

“Comme on demande un stage de 6 mois pour les sergents et lieutenants dans la promotion hiérarchique au sein d’une même zone, il est apparu équitable de stage (*sic*) de mobilité de 6 mois pour ces deux grades. Pour les autres grades, il n’y a pas de stage de promotion hiérarchique”.

Met die toelichting kan het gemaakte onderscheid verantwoord worden. Ze zou, met een aangepaste formulering, in het verslag aan de Koning opgenomen kunnen worden.

Boek 7 – De professionalisering

Algemene opmerking

Boek 7 is in twee titels onderverdeeld, te weten enerzijds “Professionalisering in dezelfde graad en binnen dezelfde zone” en anderzijds “Professionalisering door mobiliteit in een andere zone”.

Om verwarring te voorkomen tussen begrippen die in het openbare dienst een verschillende draagwijdte hebben, is het beter in titel 1 gewag te maken van “professionalisering in dezelfde zone” en in titel 2 van “professionalisering in een andere zone”. Daar professionalisering binnen dezelfde graad plaatsvindt, lijkt het niet nuttig zulks in het opschrift van titel 1 te preciseren.

Artikel 91

Daar professionalisering binnen dezelfde graad plaatsvindt, volstaat het dat begrip te definiëren als “de overgang van het vrijwillig personeelslid naar een vacant verklaarde betrekking van het beroepspersoneel in dezelfde graad binnen dezelfde zone”.

Artikel 92

1. Indien er binnen de zone geen beroepskandidaten zijn die aan de bevorderingsvoorwaarden voldoen, kan de raad luidens het eerste lid beslissen een beroep te doen op professionalisering of mobiliteit (artikelen 69 e.v.). De vraag rijst of niet moet worden bepaald welke procedure de raad prioritair moet volgen.

2. Het tweede lid maakt het mogelijk dat van artikel 55 wordt afgeweken in zoverre daarin wordt bepaald dat de beroepsbetrekkingen die door bevordering toegankelijk zijn, openstaan voor leden van het beroepspersoneel. Er zou derhalve moeten worden vermeld dat artikel 55 onverminderd artikel 92, tweede lid, toepasselijk is.

3. Het lijkt van weinig samenhang te getuigen om enerzijds in artikel 55 van het ontwerp te bepalen dat “de door bevordering toegankelijke beroepsbetrekkingen open[staan] voor de beroepspersoneelsleden en [dat] de door bevordering toegankelijke vrijwilligersbetrekkingen open[staan] voor de vrijwillige personeelsleden”, een regel die impliciet door artikel 92, eerste lid, van het ontwerp wordt bevestigd, en anderzijds in het tweede lid van dat artikel 92 de mogelijkheid open te laten dat van die laatstgenoemde bepaling wordt afgeweken.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* ook voor artikel 109 van het ontwerp.

Artikel 93

In het vijfde lid zou het eenvoudiger zijn te vermelden dat “elke kandidatuur wordt gemotiveerd”.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 110.

Titel 2 – Professionalisering door mobiliteit in een andere zone

Wat het opschrift betreft, wordt verwezen naar de algemene opmerking betreffende boek 7.

De formulering van de artikelen 108, 110 en 111 van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 112

Op de vraag waarom dit boek alleen op de beroepspersoneelsleden toepasselijk is, hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

“Vu la nature de l’engagement des volontaires (pas leur activité à titre principal et pas de nomination à titre définitif) et le fait que le nombre de fonctions plus légères/alternatives dans une zone est limité, il a été opté pour ne pas prévoir un tel régime pour les volontaires. Cela n’existe pas non plus dans la réglementation actuelle”,

alsook:

“Car les volontaires sont des volontaires et qu’il ne s’agit pas de leur activité principale (cf. article 103 alinéa 2 de la loi du 15 mai 2007)”.

De Raad van State vraagt zich af hoe die verantwoording aansluit bij de algemene strekking van het ontwerp, die erin bestaat de vrijwilligers in een, zij het tijdelijk, statutair stelsel onder te brengen.

Artikel 113

1. Er moet worden gepreciseerd dat de wedertewerkstelling waarvan in het eerste lid, 1°, sprake is, de ambtshalve wedertewerkstelling is.

2. De redactie van het eerste lid, 3°, moet aldus worden herzien dat heel de bepaling uit volledige zinnen bestaat.

3. Op de vraag waarom in het eerste lid, 3°, b), de jaren anciënniteit als vrijwillig personeelslid met een operationele graad niet in aanmerking worden genomen, aangezien niets eraan in de weg staat dat een vrijwilliger beroepspersoneelslid wordt met toepassing van de bepalingen inzake professionalisering, hebben de gemachtigden van de minister aangegeven dat

het stelsel van wedertewerkstelling op eigen verzoek een gunstige regeling is (met een voordelige vergoeding), gebaseerd op de zwaarte van de arbeid:

“La pénibilité du travail est surtout causée par le fait d’exécuter ce travail pendant des années successives et en activité à titre principal. Le nombre de fonctions plus légères dans une zone est limité. Les conditions d’ancienneté ont été fixées en fonction de ce raisonnement”.

“Il s’agit de prendre en considération la pénibilité du travail du pompier professionnel”.

Die toelichting kan het gemaakte onderscheid verantwoorden. Ze zou evenwel in het verslag aan de Koning moeten worden opgenomen.

4. In het tweede lid wordt een bevoegdheid opgedragen aan de zone. Er moet echter worden aangegeven welke instantie van de zone daartoe dient te handelen.

Artikel 116

Onder voorbehoud van artikel 122, betreffende de wedertewerkstelling op eigen verzoek, doet artikel 116 een probleem rijzen voor de andere soorten wedertewerkstelling, inzonderheid wat betreft het behoud van de rechten op bevordering door verhoging in graad en de berekening van de dienstanciënniteit. Het artikel wekt de indruk dat de wedertewerkstelling een nieuwe benoeming zou meebrengen.

Artikel 118

Artikel 118 van het ontwerp luidt als volgt:

“De zone kan het wedertewerkgestelde personeelslid vervangen”.

Die mogelijkheid kan logischerwijs alleen gelden in de gevallen van wedertewerkstelling bedoeld in artikel 113, eerste lid, 2° en 3°, aangezien de betrekking in het geval van artikel 113, eerste lid, 1°, niet meer bestaat.

Dat zou in het dispositief moeten worden gepreciseerd.

Artikel 119

Het zou beter zijn te schrijven: “Voor zover mogelijk dient de raad het personeelslid tijdelijk weder tewerk te stellen (...)”, teneinde rekening te houden met de rechtspraak van de Raad van State waarin wordt gesteld dat op de overheid de verplichting rust, die voortvloeit uit artikel 117, § 3, derde lid, van de wet van 14 februari 1961 ‘voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel’, na te gaan of de ambtenaar kan worden

benuttigd of wedertewerkgesteld op de wijze die door de Administratieve gezondheidsdienst wordt voorgestaan. Die overheid moet aantonen dat ze daadwerkelijk heeft geprobeerd aan deze aanbevelingen te voldoen alsook dat ze onmogelijk een gunstig gevolg aan die aanbevelingen heeft kunnen geven.¹³

Artikel 122

Zoals de gemachtigden van de minister hebben beaamd, moet worden verwezen naar artikel 121, 1°, van het ontwerp in plaats van naar artikel 129, 1°, van het ontwerp.

Artikel 127

1. Er kan worden verondersteld dat het verlof dat wordt vermeld in de bepaling onder b) van paragraaf 1, 1°, verwijst naar het verlof waarvan sprake is in de artikelen 133 tot 138 van het ontwerp. In dat geval is het aangewezen zulks te vermelden.

2. Fundamenteler is dat de steller van het ontwerp de gehele verlofregeling zoals die door het ontworpen besluit wordt herzien, moet kunnen rechtvaardigen, inzonderheid gelet op artikel 12 van de wet van 10 mei 2007 ‘ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie’, waarvan paragraaf 1 aangeeft onder welke voorwaarden in afwijking van artikel 8 ervan¹⁴ in een onderscheid op grond van leeftijd kan worden voorzien, namelijk “wanneer het objectief en redelijk wordt gerechtvaardigd door een legitiem doel, met inbegrip van legitieme doelstellingen van het beleid op het terrein van de werkgelegenheid, de arbeidsmarkt of elk ander vergelijkbaar legitiem doel, en de middelen voor het bereiken van dat doel passend en noodzakelijk zijn”.¹⁵

¹³ Zie met name RvS 29 mei 2012, 219.554.

¹⁴ De artikelen 7 en 8, §§ 1 en 2, van die wet van 10 mei 2007 luiden als volgt:

“Art. 7. Elk direct onderscheid op grond van een van de beschermde criteria vormt een directe discriminatie, tenzij dit directe onderscheid objectief wordt gerechtvaardigd door een legitiem doel en de middelen voor het bereiken van dat doel passend en noodzakelijk zijn

Art. 8. § 1. In afwijking van artikel 7, en onverminderd de overige bepalingen van deze titel, kan een direct onderscheid op grond van leeftijd, seksuele geaardheid, geloof of levensbeschouwing of een handicap in de in artikel 5, § 1, 4°, 5° en 7°, bedoelde aangelegenheden uitsluitend gerechtvaardigd worden op grond van wezenlijke en bepalende beroepsvereisten.

§ 2. Van een wezenlijke en bepalende beroepsvereiste kan slechts sprake zijn wanneer:

- een bepaald kenmerk, dat verband houdt met leeftijd, seksuele geaardheid, geloof of levensbeschouwing of een handicap, vanwege de aard van de betrokken specifieke beroepsactiviteiten of de context waarin deze worden uitgevoerd, wezenlijk en bepalend is, en;
- het vereiste berust op een legitieme doelstelling en evenredig is ten aanzien van deze nagestreefde doelstelling.”

¹⁵ Zie in die zin advies 52.094/2, op 22 oktober 2012 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 9 januari 2013 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 september 2003 tot invoering van een verlof voorafgaand aan het pensioen ten gunste van sommige ambtenaren in dienst in de buitendiensten van het Directoraat-generaal EPI - Penitentiare Inrichtingen’.

3. Op de vraag waarom in paragraaf 1, 2°, wordt bepaald dat ten minste vijftien jaar als beroepspersoneelslid met een operationele graad vereist is, hebben de gemachtigden van de minister geantwoord dat het eindeloopbaanregime een gunstige regeling is (met een voordelige vergoeding), gebaseerd op de zwaarte van de arbeid.

“La pénibilité du travail est surtout causée par le fait d’exécuter ce travail pendant des années successives et en activité à titre principal. Le nombre de fonctions plus légères dans une zone est limité. Les conditions d’ancienneté ont été fixées en fonction de ce raisonnement”.

“Il s’agit de prendre en considération la pénibilité du travail du pompier professionnel”.

Die toelichting kan het toegepaste onderscheid billijken. Ze zou evenwel in het verslag aan de Koning moeten worden opgenomen.

Artikel 128

Indien de lijst waarvan in het derde lid sprake is, niet limitatief is, rijst de vraag naar het nut van die lijst, aangezien zulks veronderstelt dat de raad andere lichtere, aangepaste betrekkingen zou kunnen bepalen. Er rijst door dat artikel dus een probleem met betrekking tot de reikwijdte van de bevoegdheid die aan de raad wordt overgedragen, aangezien de mogelijkheid om andere lichtere, aangepaste betrekkingen te bepalen, niet bijkomstig lijkt te zijn.

Op dit punt wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 2.

Artikel 131

Het is in principe geen goede zaak dat een dispositief van statutaire aard de toepassing van een van de eenzijdig door de overheid uitgevaardigde regels afhankelijk maakt van een voorafgaande verbintenis, daar een dergelijke handelwijze veeleer in een contractueel stelsel hoort.

De bepaling moet aldus worden herzien dat van de verbintenis in kwestie een bindende regel wordt gemaakt.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 135 van het ontwerp .

Artikel 138

In paragraaf 1 wordt afgeweken van het principiële verbod inzake cumulatie, dat vervat is in artikel 26, § 1, van het ontwerp.

In dat artikel moet dus worden vermeld dat het onverminderd artikel 138, § 1, toepasselijk is.

Zo ook zou in artikel 138, § 1, moeten worden aangegeven dat de procedure, vastgesteld in de artikelen 28 tot 33, voor de voorafgaande toelating geldt.

Boek 10 – Uitoefening van een hoger ambt

Algemene opmerking

Bij ontstentenis van andersluidende bepalingen, kunnen hogere ambten in een zone blijkbaar worden uitgeoefend door personeelsleden van een andere zone.

De steller van het ontwerp moet nagaan of zulks wel degelijk zijn bedoeling is.

Artikel 142

Teneinde iedere onduidelijkheid te voorkomen, is het beter:

- gewag te maken van een “aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt in een vacante betrekking” in plaats van een “aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt om te voorzien in een vacant[e] betrekking”;

- niet te spreken over een procedure tot definitieve toekenning van de betrekking, aangezien die betrekking, indien het een vrijwillige betrekking betreft, door een vrijwillig personeelslid moet worden vervuld voor een tijdelijke, hernieuwbare termijn van zes jaar.

Artikel 145

In paragraaf 4 zou in de akte tot aanstelling of verlenging ook moeten worden verantwoord waarom het noodzakelijk is een beroep te doen op hogere functies, en zou de keuze moeten worden verantwoord die wordt gemaakt om aan die noodzaak tegemoet te komen.

Artikel 148

1. De Raad van State vraagt zich af of niet eveneens moet worden bepaald dat de uitoefening van het hoger ambt van zonecommandant geen enkel recht geeft op een aanstelling als mandaathouder.

2. Er zou een artikel moeten worden ingevoegd betreffende de beëindiging van de hogere functies, waarin wordt bepaald dat de hogere functies al naargelang van het geval beëindigd worden wanneer de titularis van de betrekking zijn ambt opnieuw opneemt of op de datum waarop de benoeming van de titularis van de vacant verklaarde betrekking of het vacant verklaarde mandaat ingaat.

Artikel 149

Krachtens de machtiging die in artikel 106 van de voornoemde wet van 15 mei 2007 aan de Koning wordt verleend, kan Hij het administratief statuut alleen op basis van overleg in de Ministerraad bepalen. Daar die machtiging ook betrekking heeft op de opleidingen, kan niet aanvaard worden dat artikel 149 van het ontwerp, zoals het is geredigeerd, de Koning van dat vormvereiste ontslaat.

Artikel 150

De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat in de artikelen 13 tot 20, 3°, van de ontworpen bezoldigingsregeling, in het ontwerp van koninklijk besluit 'houdende bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de hulpverleningszones', waarover de Raad van State heden advies 55.166/2 heeft uitgebracht, de termen "uur bijscholing" worden gebezigd en dat de artikelen 13 tot 20, 4°, van datzelfde ontwerp gewag maken van "erkende opleidingen", terwijl het voorliggende artikel verwijst naar uren voortgezette opleiding.

Indien die verschillende termen naar hetzelfde begrip verwijzen, zou beter voor een eenvormige benaming worden geopteerd. Indien daarmee evenwel verschillende hypothesen worden bedoeld, moet zulks duidelijk worden aangegeven.

Artikel 151

De machtiging die aan de raad wordt verleend is te ruim. De gedelegeerde aangelegenheden gaan verder dan bijkomstige maatregelen die van technische en veranderende aard zijn.

Op dit punt wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 2.

Artikel 152

1. Daar het statuut voorziet in de verplichting voor de personeelsleden om 48 uur voortgezette opleiding per jaar te volgen, begrijpt de Raad van State niet waarom het personeelslid dat de zone binnen drie jaar na de opleiding verlaat, die opleidingen zou moeten terugbetalen. Een dergelijke bepaling zou een impact kunnen hebben op de vrijheid van de personeelsleden om elders te gaan werken indien ze dat wensen en is dus moeilijk verenigbaar met het voorschrift van artikel 23 van de Grondwet, dat de vrije keuze van beroepsarbeid waarborgt.

2. In zoverre de titel betreffende de opleiding bovendien op het vrijwillig personeel toepasselijk is, is deze bepaling niet verenigbaar met de tijdelijke benoeming. In dat verband rijst immers de vraag of het vrijwillig personeelslid de gevolgde opleidingen moet terugbetalen indien het na een periode van zes jaar en wanneer de overheid hem een hernieuwing voorstelt, besluit de zone te verlaten.

Artikel 155

In verband met het eerste lid, 1°, rijst de vraag wie de functiebeschrijving vaststelt.

Gelet op het streven naar eenvormigheid, zouden de wezenlijke bestanddelen van die omschrijving op federaal niveau moeten worden vastgesteld teneinde afwijkingen tussen de zones te voorkomen.

Artikel 156

Zoals dit artikel is geredigeerd, lijkt het betrekking te hebben op alle stagiairs (aanwervingsstage, bevorderingsstage, mobiliteitsstage, professionaliseringsstage).

Artikel 159

Teneinde te waarborgen dat de evaluatie op tegenspraak verloopt, moet worden bepaald dat het personeelslid eventueel opmerkingen kan formuleren.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 164 van het ontwerp.

Artikel 160

In het derde lid moet worden bepaald dat het personeelslid verscheidene documenten moet kunnen indienen indien hij dat wenst, in plaats van één enkel document.

Artikel 167

Uit artikel 168 van het ontwerp volgt dat de commissie haar advies binnen een termijn van minder dan drie maanden na de ontvangst van het beroep moet geven.

Er moet evenwel worden vermeld welke gevolgen verbonden zijn aan het niet of te laat uitbrengen van het advies.

Bovendien zou het nuttig zijn te bepalen dat het advies gemotiveerd moet zijn.

Artikel 168

1. Er dient te worden bepaald dat de beslissing van de raad die afwijkt van het advies van de commissie met bijzondere redenen moet worden omkleed.
2. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt nogmaals gevestigd op artikel 25 van de voornoemde wet van 15 mei 2007, dat bepaalt dat “[d]e zonecommandant (bedoeld in

artikel 109) (...) [deelneemt] aan de vergaderingen van de raad met raadgevende stem”. Aangezien de definitieve beslissing door de raad wordt genomen op advies van de commissie die wordt voorgezeten door de commandant, dient erop te worden toegezien – teneinde het onpartijdigheidsbeginsel niet in het gedrang te brengen – dat de zonecommandant in de praktijk niet deelneemt aan de vergaderingen van de raad wanneer die een dergelijke beslissing dient te nemen.

Artikel 169

Er dient voorzien te worden in de regeling van het geval waarin de stagiair om een geldige reden niet verschijnt voor de commissie, evenals het geval waarin hij niet verschijnt zonder daarvoor een excuus op te geven. Daartoe kan inspiratie worden gevonden in artikel 32, § 3, derde en vierde lid, van het statuut van het rijkspersoneel, dat stelt:

“Indien, alhoewel regelmatig opgeroepen, de stagiair of zijn verdediger, zonder geldig excuus, niet verschijnt, neemt de commissie een beslissing of formuleert ze een voorstel.

De commissie spreekt zich uit op grond van het in § 1 bedoeld verslag, zelfs indien de stagiair een geldig excuus kan inroepen, zodra de zaak het voorwerp van de tweede zitting uitmaakt”.

Boek 12, titel 4 – Gevolgen van de vermelding “onvoldoende”

1. Er zou bepaald moeten worden, naar het voorbeeld van wat in artikel 11, § 2, van het APKB staat, dat indien de evaluatie leidt tot een eindvermelding waaraan het statuut rechtsgevolgen verbindt, er beroep kan worden ingesteld bij een commissie met ten minste adviesbevoegdheid.

2. Aangezien onder titel 4 wordt bepaald welke gevolgen verbonden zijn aan het krijgen van meerdere evaluaties met de vermelding “onvoldoende”, lijkt het noodzakelijk dat in het statuut zelf de basisregels worden vastgesteld met betrekking tot de samenstelling en de werkwijze van de federale interdepartementale beroepskamer. In het statuut zouden eveneens de voornaamste aspecten van de beroepsprocedure moeten worden vastgesteld, te weten de termijn waarbinnen de kamer uitspraak dient te doen alsmede de strekking van de beslissing die zal worden genomen (definitieve beslissing of advies voorafgaand aan een beslissing van een andere overheid). Bovendien zou dat in het kader van de evaluatie ingestelde beroep schorsende werking moeten hebben.

Uit het voorgaande blijkt dat de delegatie aan de minister in artikel 171, tweede lid, te ver gaat.

Boek 13 – Organisatie van de diensttijd van de vrijwillige personeelsleden

Artikelen 172 tot 178

1. De artikelen 172 tot 178 van het ontwerp regelen de organisatie van de diensttijd van de vrijwillige personeelsleden.

Ze lijken de tegenhanger te vormen van verscheidene bepalingen van het voorontwerp van wet 'tot vaststelling van bepaalde aspecten van de organisatie van de arbeidstijd van de operationele beroepsleden van de hulpverleningszones', waarover de Raad van State op 8 januari 2014 advies 54.614/2 heeft gegeven.

Daardoor past het voorliggende ontwerp in dezelfde logica als dat voorontwerp van wet, namelijk de omzetting van richtlijn 2003/88/EG van het Europees Parlement en de Raad van 4 november 2003 'betreffende een aantal aspecten van de organisatie van de arbeidstijd'.

In het artikel eerste van titel 1 van boek 13 zou dus dienen te worden gepreciseerd dat dat boek strekt tot de omzetting van richtlijn 2003/88/EG.

2. De ontworpen bepalingen betreffen evenwel enkel de regeling van de werk- en de rusttijd. Ze hebben niet zoals het voornoemde voorontwerp van wet betrekking op de voorwaarden waaronder nachtwerk mag worden verricht. Op dat punt zou het voorliggende ontwerp dus onvolledig zijn, aangezien de vrijwillige personeelsleden hun werk ook 's nachts kunnen uitvoeren, wat wordt bevestigd in artikel 177 van het ontwerp, luidens hetwelk: "[d]e diensttijd [alle uren van de dag] kan worden vervuld".

Het ontwerp dient op dat punt te worden aangevuld.

3. In het verslag aan de Koning zou moeten worden aangegeven hoe aan de vereisten van richtlijn 2003/88/EG wordt tegemoetgekomen door te voorzien in afwijkingen van de maximumduur van de werkperiode die één dag bedraagt (artikel 174, § 2, eerste lid, van het ontwerp) en in bijzondere regelingen met betrekking tot de rust of – eventueel – inhaalrust (artikelen 174, § 2, tweede lid, en § 3, en 178 van het ontwerp). In het verslag aan de Koning dienen daartoe concrete voorbeelden te worden gegeven ter illustratie.

Bovendien zou, aangezien de vrijwillige personeelsleden van de hulpverleningszones hun activiteit uiteraard uitoefenen in de gevallen opgesomd in artikel 174, § 2, van het ontwerp¹⁶, in het verslag aan de Koning dienen te worden verduidelijkt, eveneens aan de hand van voorbeelden, welke gevallen bedoeld worden, aangezien deze bepalend zijn voor de overschrijding van de reeds lange werkperiode van 24 uur.

¹⁶ Namelijk het uitvoeren van dringende interventies om het hoofd te bieden aan een voorgekomen of dreigend ongeval of aan een onvoorziene noodzakelijkheid.

Die verduidelijkingen zijn des te belangrijker daar uit artikel 22, 1°, van het ontwerp volgt dat, hoewel er onverenigbaarheid is tussen de functie van beroepspersoneelslid en de functie van vrijwillig personeelslid van dezelfde zone, die combinatie wel mogelijk is wanneer het personeelslid zijn respectieve functies uitoefent in twee verschillende zones.

Er mag wat dat betreft niet over het hoofd worden gezien dat de uitzonderingen en afwijkingen die de voornoemde richtlijn 2003/88/EG toelaat, restrictief moeten worden uitgelegd, omdat dat instrument anders wordt ontdaan van zijn bestaansgrond, te weten de verbetering van de veiligheid en de gezondheid van de werknemers.¹⁷

4. De artikelen 172 tot 178 dienen in het licht van de voorgaande opmerkingen te worden herzien.

Artikel 180

De bedoelde stagiairs kunnen enkel de stagiairs in een wervingsgraad zijn of de stagiairs die een professionaliseringsstage volgen, aangezien de andere stagiairs (via bevordering of mobiliteit) al definitief beroepspersoneelslid zijn.

Boek 14, titel 1, hoofdstuk 1, afdeling 3 – Non-activiteit

1. Uit de gezamenlijke artikelen 184 en 185 van het ontwerp blijkt dat het personeelslid dat bij wijze van tuchtmaatregel wordt geschorst, zich in non-activiteit bevindt en dus geen recht meer heeft op zijn wedde. De volledige schrapping van de wedde lijkt strijdig te zijn met artikel 247 van het ontwerp.

2. Het zou nuttig zijn te verduidelijken dat “niemand in disponibiliteit kan worden geplaatst of gehouden als hij voldoet aan de vereiste voorwaarden voor het bekomen van een rustpensioen”.

3. Bovendien rijst de vraag of in deze afdeling de gevallen van non-activiteit niet zouden moeten worden opgesomd.

Artikel 188

In het eerste lid, *in fine*, zou kunnen worden verwezen naar de bepalingen van hoofdstuk 3.

¹⁷ Overwegingen 1 en 3 en artikel 6 van de voornoemde richtlijn 2003/88/EG.

Artikel 197

1. Artikel 12, § 2, van het koninklijk besluit van 19 november 1998 ‘betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen’ – waarop het voorliggende hoofdstuk sterk gebaseerd is – bepaalt dat de in aanmerking genomen wedde ook de weddesupplementen omvat die voor de berekening van het rustpensioen in aanmerking worden genomen. Het is de Raad van State *a priori* niet duidelijk waarom dat *in casu* niet het geval is.

2. Er zou, naar analogie van artikel 14, § 4, van het voornoemd koninklijk besluit van 19 november 1998, voorzien dienen te worden in een specifieke bepaling gesteld als volgt:

“De verloven bedoeld in deze afdeling worden gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Indien het beroepspersoneelslid echter op een feestdag om een andere reden met verlof is, of in disponibiliteit of in non-activiteit is geplaatst, blijft zijn administratieve stand bepaald overeenkomstig de verordeningsbepalingen die op hem van toepassing zijn”.

Artikel 198

In dit artikel zou moeten worden vermeld dat de verlofdagen die niet opgenomen zijn wegens schorsing bij het jaarlijkse saldo van verlofdagen worden gevoegd.

Artikel 199

In paragraaf 1, 3°, dient in de Franse tekst ook het geval van “veuve d’un de ses parents” te worden genoemd.

Artikel 200

Zoals het tweede lid, 2° tot 4°, thans is gesteld, kan het kind waarvan sprake in die bepalingen om het even welk kind zijn. De vraag rijst of, naar analogie van het voornoemde koninklijk besluit van 19 november 1998, waarop deze afdeling gebaseerd is, het toepassingsgebied van dit artikel niet zou moeten worden beperkt tot de kinderen van het personeelslid of van de echtgeno(o)te van het personeelslid.

Artikel 202

In de bepaling onder 3° dient enkel te worden verwezen naar artikel 205, 2°.

Het geval bedoeld in artikel 205, 1°, van het ontwerp houdt immers geen enkel verband met het verlof wegens dwingende redenen van familiaal belang.

Artikel 205

In de bepaling onder 2° dient in de Franse tekst het woord “agent” te worden vervangen door de woorden “membre du personnel professionnel”.

Artikel 207

Er zou dienen te worden bepaald op welke wijze (vorm, termijn, over te leggen documenten) het personeelslid aan de commandant of diens gemachtigde zijn wens mededeelt om verlof voor stage op te nemen.

Artikel 208

Wat betreft paragraaf 3, tweede lid, kan wedertewerkstelling enkel plaatsvinden als de betrekking effectief ingevuld is door toepassing van artikel 208, § 3, eerste lid, van het ontwerp.

Dat geval van wedertewerkstelling zou bovendien eveneens dienen te worden vermeld in boek 8, dat betrekking heeft op de wedertewerkstelling.

Artikel 211

De Raad van State veronderstelt dat de bedoelde “beroepsactiviteit” de activiteit is die uitgeoefend wordt in de hoedanigheid van personeelslid en geen nevenactiviteit, waarvoor de overheid niet bevoegd is.

Artikel 213

In de paragrafen 1 en 2 zou moeten worden bepaald op welke wijze (vorm, termijn, over te leggen documenten) het personeelslid - de vader van het kind - aan de commandant of diens gemachtigde de zijn wens mededeelt om vaderschapsverlof op te nemen.

Artikel 219

1. In paragraaf 1 zou moeten worden bepaald op welke wijze (vorm, termijn, voor te leggen documenten) het personeelslid aan de commandant of diens gemachtigde zijn wens mededeelt om het adoptieverlof op te nemen.
2. In paragraaf 2 zou moeten worden gepreciseerd binnen welke termijn de documenten tot staving dienen te worden voorgelegd.

Artikel 221

In het derde lid wordt gewag gemaakt van deeltijdse prestaties. Het ontworpen statuut bepaalt echter niet in welke gevallen die prestaties toegestaan zijn.

Artikel 223

Het is de Raad van State niet duidelijk hoe paragraaf 1, 1°, van dit artikel, voor zover het bepaalt dat het aantal afwezigheidsdagen wegens ziekte wordt verminderd in geval van verlof bedoeld in artikel 200 van het ontwerp (te weten verlof wegens dwingende redenen van familiaal belang) te rijmen valt met artikel 226 van het ontwerp.

Artikel 228

1. In paragraaf 2 zou dienen te worden bepaald welke overheid de nadere regels vastlegt voor de tijdelijke stopzetting van de uitoefening van het ambt.
2. Naar analogie van artikel 48bis van het voornoemd koninklijk besluit van 19 november 1998, zou een bepaling dienen te worden toegevoegd luidens welke het personeelslid jaarlijks het overzicht krijgt van het saldo van de verloven waarop artikel 221 van het ontwerp hem recht geeft, en waarin de nadere regels worden vastgesteld volgens welke het personeelslid dat saldo kan betwisten.

Artikel 230

1. In paragraaf 1 zou moeten worden aangegeven dat deze bepaling van toepassing is onverminderd het bepaalde van artikel 227 van het ontwerp, en dat ze betrekking heeft op de verloven toegekend krachtens artikel 221 van het ontwerp.
2. Met het oog op het garanderen aan het personeelslid van het voordeligste wachtgeld, rijst in verband met paragraaf 2 de vraag of naar analogie van artikel 57, tweede lid, van het voornoemd koninklijk besluit 19 november 1998, niet het volgende zou moeten worden bepaald:

“Het bedrag van dat wachtgeld mag in geen geval lager zijn dan:

1° de vergoedingen die de betrokkene in dezelfde situatie zou krijgen als het sociaalezekerheidsstelsel op hem van toepassing was geweest van in het begin van zijn afwezigheid;

2° het pensioen dat hij zou krijgen als hij, op de datum dat hij in disponibiliteit is gesteld, op vervroegd pensioen was gesteld wegens lichamelijke ongeschiktheid”.

3. In paragraaf 3 dient te worden aangegeven dat deze bepaling afwijkt van paragraaf 2.

Artikel 231

De wedertewerkstelling kan slechts plaats vinden als de betrekking effectief ingevuld is door toepassing van artikel 230, § 5, van het ontwerp.

Dat geval van wedertewerkstelling zou bovendien eveneens dienen te worden vermeld in boek 8, dat betrekking heeft op de wedertewerkstelling.

Artikel 232

De vraag rijst waarom er geen beroep wordt gedaan op het Bestuur voor medische expertise, opgericht bij het organiek koninklijk besluit van 1 december 2013.

Artikel 234

1. In paragraaf 2, vijfde lid, dienen in de Franse tekst de woorden “une prestation” weggelaten te worden.

2. De vraag rijst of, naar analogie van artikel 62, *in fine*, van het voornoemd koninklijk besluit van 19 november 1998, aan het personeelslid niet de mogelijkheid zou moeten worden gelaten om, met instemming van de commandant of diens gemachtigde, ervoor te kiezen een dag jaarlijks vakantieverlof te gebruiken voor een afwezigheid van één dag waarvoor hij zich niet heeft laten onderzoeken door een arts wanneer de controlearts geoordeeld heeft dat de afwezigheid ten gevolge van ziekte of ongeval niet gerechtvaardigd is.

3. De gevallen van controle op afwezigheden ten gevolge van een ongeval, een ongeval op de weg van en naar het werk en een beroepsziekte, zoals bedoeld in artikel 227 van het ontwerp, zouden in een afzonderlijke onderafdeling moeten worden geregeld.

Artikel 238

In het tweede lid zouden de voornaamste aspecten van de procedure moeten worden vastgelegd, te weten de wijze waarop en de termijn waarbinnen de weigeringsbeslissing ter kennis wordt gebracht van de betrokkene, alsook de nadere regels met betrekking tot het instellen van een beroep. Ook zou de termijn waarbinnen de raad zich dient uit te spreken moeten worden bepaald alsook de gevolgen van zijn beslissing.

Artikel 241

Er dient te worden gepreciseerd dat dit artikel van toepassing is tijdens de afwezigheid bedoeld in artikel 237 van het ontwerp.

Titel 2 – Bepalingen voor de leden van het vrijwillig personeel

Artikel 243

1. Titel 2 van boek 14 bevat een enkel artikel, artikel 243, tot regeling van de kwesties aangaande de afwezigheden of verloven om, voor het vrijwillige personeelslid, te voorzien in een bijzonder stelsel van opschorting van de verbintenis “omwille van persoonlijke of professionele redenen” gedurende een ononderbroken periode van zes maanden en een totale duur van maximaal twee jaar voor de gehele duurtijd van zijn verbintenis.

De Raad van State ziet niet in waarom bepaalde afdelingen van hoofdstuk 3 van titel 1 van hetzelfde boek, dat betrekking heeft op het beroepspersoneel, *mutatis mutandis*, niet van toepassing zijn op de leden van het vrijwillig personeel. Dat geldt bijvoorbeeld voor de bepalingen met betrekking tot de dagen jaarlijks vakantieverlof (afdeling 3), het omstandigheidsverlof (afdeling 4) of het verlof wegens dwingende redenen van familiaal belang (afdeling 5), het uitzonderlijk verlof (onderafdeling 2 van afdeling 6), het adoptie- of opvangverlof (afdeling 11), alsook de dagen afwezigheid wegens ziekte.

In ieder geval volstaat artikel 243 van het ontwerp niet om tegemoet te komen aan al die gevallen, evenmin als artikel 175 dat, hoewel het bepaalt dat de diensttijd van het vrijwillige personeelslid wordt vastgesteld na overleg tussen het personeelslid en de commandant of diens gemachtigde, ook stipuleert dat die procedure in overeenstemming moet zijn met een reglement dat de minimale beschikbaarheden van het vrijwillige personeelslid vastlegt. Het spreekt vanzelf dat een reglement niet alle hierboven opgesomde mogelijke afwezigheden kan omvatten.

Die vraag is overigens nog pertinenter wat betreft het moederschapsverlof en het daarbij aansluitende vaderschapsverlof. Weliswaar zijn de bepalingen van de ‘arbeidswet’ van 16 maart 1971 transversaal van toepassing zonder dat een statutaire bepaling dat in herinnering hoeft te brengen. Toch neemt dit niet weg dat als de steller van het ontwerp het statuut van het vrijwillige personeelslid wil vastleggen in het voorliggende ontwerp door hem bovendien de hoedanigheid van tijdelijk statutair ambtenaar te verlenen, die verloven – voor de volledigheid van de tekst en met het oog op het garanderen van de rechtszekerheid ten aanzien van de adressaten van de regel – er op uitdrukkelijke wijze in zouden moeten worden geregeld door, in voorkomend geval, te verwijzen naar de relevante bepalingen die van toepassing zijn op de leden van het beroepspersoneel.

2. Voor de gevallen die hij onder artikel 243 wil laten vallen, moet de steller van het ontwerp bepalen op welke wijze de aanvraag moet worden gedaan, binnen welke termijn de raad zich moet uitspreken en welke de gevolgen verbonden zijn aan het uitblijven van een beslissing binnen die termijn.

Boek 15 – Tuchtregeling

Algemene opmerkingen

Teneinde verschillen te voorkomen tussen het dispositief van de ontworpen tekst en het dispositief dat is terug te vinden in de meeste statuten van het federaal openbaar ambt, zou in dit boek verduidelijkt dienen te worden dat:

- het personeelslid niet het voorwerp kan zijn van een tuchtvordering voor reeds bestrafte feiten behoudens nieuwe elementen die de heropening van het dossier rechtvaardigen en zich voordoen binnen de verjaringstermijn van de tuchtvordering;

- indien meer dan één feit ten laste van het personeelslid wordt gelegd, dit niettemin slechts aanleiding kan geven tot één procedure en tot het uitspreken van één tuchtstraf;

- het recht op een administratief beroep georganiseerd wordt bij een commissie met ten minste een adviesbevoegdheid, idealiter voorgezeten door een magistraat en samengesteld uit bijzitters aangewezen voor de ene helft door de overheid en voor de andere helft door de representatieve vakorganisaties;

- de overheid die bevoegd is om de tuchtstraf uit te spreken geen zwaardere straf kan opleggen dan die welke in laatste instantie werd voorgesteld en waarbij slechts rekening wordt gehouden met de feiten die de tuchtprocedure hebben gerechtvaardigd;

- de straf geen gevolg kan hebben dat voorafgaat aan het uitspreken ervan.

Bovendien zouden de termijnen van de tuchtprocedure op een duidelijkere wijze moeten worden bepaald (inzonderheid wat betreft de artikelen 261, 262 en 264 van het ontwerp).

Artikel 246

Op de vraag waarom de waarborg waarin is voorzien in artikel 281, tweede lid, niet van toepassing is op artikel 246, hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

“Cette garantie pourrait effectivement être appliquée à la retenue de traitement disciplinaire prévue à l’article 246.

À ajouter à l'article 246 : 'Elle ne peut non plus avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de la sécurité sociale des travailleurs salariés'".

Artikel 248

Het tweede lid dient herschreven te worden, aangezien in het ontworpen statuut geen opdeling wordt gemaakt in rangen en niveaus, maar in kaders.

Artikel 251

De bepaling is problematisch in het licht van het onpartijdigheidsbeginsel, aangezien de overheid die de tuchtstraf uitspreekt dezelfde is als die welke ze voorstelt.

Bijgevolg dient de bepaling te worden herzien.

Artikel 256

1. In paragraaf 1, tweede zin, *in fine*, dient in de Franse tekst te worden geschreven "la loi du 15 mai 2007" in plaats van "la loi".
2. In dezelfde paragraaf dient te worden bepaald dat "het informatieverlag naar de commandant moet worden gestuurd binnen dertig dagen na het plegen van de feiten of na de kennisneming ervan door de persoon die het verslag opstelt".

Artikel 258

Met betrekking tot paragraaf 1, tweede lid, volgt uit artikel 256, § 1, van het ontwerp dat bij afwezigheid van een andere hiërarchische meerdere dan de commandant, enkel een lid van de algemene inspectie een informatieverlag zou kunnen opstellen ter attentie van de commandant. Dat zou ook moeten gelden wanneer de commandant in het geding is, aangezien alleen een lid van de algemene inspectie een verslag zou kunnen opstellen ter attentie van de voorzitter.

Er zou in de tekst van artikel 256 van het ontwerp uitdrukkelijk moeten worden voorzien in die gevallen.

Artikel 259

1. Op de vraag hoe dit artikel wordt toegepast wanneer het betrokken personeelslid geen andere hiërarchisch meerdere heeft dan de commandant, hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

“[...] c’est le commandant seul qui procèdera à l’audition. Cette disposition peut être adaptée afin de prévoir que l’audition de cette personne sera le commandant seul”.

Die aanpassing zal er evenwel toe leiden dat de betrokken hiërarchisch meerdere de waarborg wordt ontzegd die aan de andere personeelsleden wordt geboden, wat bij ontstentenis van een objectieve en redelijke rechtvaardiging een probleem kan opleveren in het licht van het gelijkheids- en non-discriminatiebeginsel.

2. Op de vraag hoe dit artikel wordt toegepast wanneer tegen de commandant een tuchtvervolging is ingesteld, hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

“Si c’est le commandant qui fait l’objet de poursuites disciplinaires, l’article 253 prévoit que : ‘En cas de procédure disciplinaire dirigée contre le commandant, les compétences attribuées par le présent livre au commandant ou à son délégué sont exercées par le président’, ‘c’est le président seul qui effectue l’audition’ et ‘Le projet d’arrêt royal fixant le profil de fonction du commandant d’une zone de secours et les modalités de sa sélection et de son évaluation prévoit qu’en cas de sanction disciplinaire, il est mis fin au mandat de commandant de zone’”.

Indien de commandant alleen door de voorzitter wordt gehoord, zal dat er evenwel toe leiden dat aan de commandant de waarborg wordt ontzegd die aan de andere personeelsleden wordt geboden, wat bij ontstentenis van een objectieve en redelijke rechtvaardiging een probleem kan opleveren in het licht van het gelijkheids- en non-discriminatiebeginsel.

Artikel 268

Gelet op het feit dat de wettelijke bepalingen vermeld in artikel 268 van rechtswege toepasselijk zijn, lijkt deze bepaling nutteloos en mag ze worden weggelaten.

Artikel 275

In artikel 106/1 van de voornoemde wet van 15 mei 2007 wordt niet de term “speekseltest” gebruikt maar wel de term “drugtest”. Het artikel moet dus worden gewijzigd als volgt:

“De drugtest zoals bedoeld in artikel 106/1 van de wet van 15 mei 2007 is de speekseltest bedoeld in artikel 61*bis* [...]”.

Artikel 278

Er zou moeten worden gepreciseerd hoe het overdreven gebruik wordt vastgesteld.

Boek 17 – Schorsing in het belang van de dienst

Algemene opmerking

Er zou moeten worden voorzien in de te volgen procedure in het kader van de schorsing in het belang van de dienst, alsook in een recht op beroep georganiseerd bij een commissie die op zijn minst adviesbevoegdheid heeft.

Artikel 280

In het derde lid dient te worden aangegeven dat het personeelslid vooraf wordt gehoord en dat het mag worden bijgestaan of vertegenwoordigd in alle stadia van de procedure.

Artikel 281

Op de vraag waarom de waarborg die geboden wordt in de tweede zin van het tweede lid niet eveneens wordt toegepast op de tuchtrechtelijke inhouding van wedde zoals bepaald in artikel 246, hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

“Cette garantie pourrait effectivement être appliquée à la retenue de traitement disciplinaire prévue à l'article 246.

À ajouter à l'article 246 : ‘Elle ne peut non plus avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auxquelles le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de la sécurité sociale des travailleurs salariés’”.

Artikel 288

In de bepaling onder 2° zou moeten worden verwezen naar artikel 150 en artikel 290 van het ontwerp.

Artikelen 288 en 289

De vraag rijst of het in navolging van het bepaalde in andere statutaire regels niet raadzaam zou zijn om eveneens te voorzien in een ambtsneerlegging (van ambtswege verlies van de hoedanigheid van operationeel personeelslid):

- van het personeelslid van wie de benoeming niet-regelmatig is, op voorwaarde dat, met uitzondering van arglist of bedrog, die onregelmatigheid door de overheid die hem heeft

benoemd is vastgesteld binnen de termijn bepaald voor het instellen van beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State of, als een zodanig beroep is ingesteld, tijdens de procedure;

- van het personeelslid dat zich in een geval bevindt waar de toepassing van de burgerlijke wetten en van de strafwetten de ambtsneerlegging tot gevolg heeft.

Artikel 290

1. De bepalingen waarnaar in het eerste lid, 1°, dient te worden verwezen, zijn artikel 37, § 1, 1°, 3°, 4°, 5° en 6° en artikel 38, § 1, 1°, 2°, 3°, 4° en 5°.

2. De vraag rijst ook of het feit dat niet meer wordt voldaan aan de woonplaats- of beschikbaarheidsverplichting, zoals bepaald in artikel 36 van het ontwerp, niet dient te worden vermeld in artikel 290, eerste lid, 1°, van het ontwerp.

Artikel 292

Het zou raadzaam zijn de nadere regels te bepalen (procedure, termijn, in te leveren documenten) om de aanvraag in te dienen alsook die (procedure, termijn) voor de besluitvorming door de raad.

Artikelen 292 en 293

Er zou moeten worden gepreciseerd welke overheid het eerbaar ontslag verleent.

Artikel 294

1. Onder voorbehoud van algemene opmerking nr. 1 dient te worden opgemerkt dat artikel 294 van het ontwerp inzonderheid verwijst naar het eerste, vierde en vijfde lid van artikel 40. Dat artikel is evenwel opgedeeld in paragrafen en bevat geen vierde of vijfde lid. Op de vraag welke de juiste verwijzing is, hebben de gemachtigden van de minster geantwoord:

“Il s’agit en réalité de l’article 39, alinéas 1^{er}, 4 et 5, et de l’entièreté de l’article 40”.

2. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat de verwijzing naar artikel 304 van het ontwerp tot gevolg heeft dat de artikelen 59 tot 67 bij wijze van overgangsmaatregel toepasbaar worden gemaakt.

3. Wat betreft de loopbaan wordt eveneens bepaald dat inzonderheid de artikelen 52 tot 58 van toepassing zijn.

Artikel 296

In het ontworpen statuut worden talrijke graden opgeheven (eerste sergeant, sergeant-majoor, adjudant-chef, onderluitenant, kapitein-commandant, luitenant-kolonel).

Artikel 296 voorziet bijgevolg in een graadomzetting. Bij het lezen van dit artikel rijst de vraag of het bepaalde in artikel 208 van de voornoemde wet van 15 mei 2007 wel wordt nageleefd. Dat artikel luidt:

“De operationele leden van de bandweerdiensten behouden hun graad of krijgen een gelijkwaardige graad bij overdracht naar de zone”.

Het ontworpen artikel stelt geen probleem voor de houders van de graad van brandweerman, korporaal, sergeant en adjudant. Hetzelfde geldt voor de houders van de graad van onderluitenant en luitenant die niet in het bezit zijn van een diploma van niveau A.

Zulks geldt evenwel niet voor:

- de houders van de graad van eerste sergeant en van sergeant-majoor, die de graad zullen krijgen van sergeant, die thans overeenkomt met een lagere graad;

- de houders van de graad van adjudant-chef, die de graad zullen krijgen van adjudant, die thans overeenkomt met een lagere graad;

- de houders van de graad van onderluitenant en luitenant die beschikken over een diploma van niveau A zullen de hogere graad van kapitein krijgen; er wordt dus een verschil in wedde ingesteld met de houders van de graad van onderluitenant en luitenant die niet beschikken over een diploma van niveau A en die de graad van luitenant zullen krijgen; dat onderscheid is gebaseerd op het hebben van een diploma; het is evenwel niet zeker dat die rechtvaardiging als redelijk kan worden beschouwd, aangezien ze berust op een diplomavereiste dat niet werd gesteld bij de bevordering van die personen tot de graad van onderluitenant of luitenant;

Dezelfde opmerking moet worden gemaakt wat betreft de houders van de graad van kapitein.

Artikel 298

Er moet worden gepreciseerd dat de afwijking waarvan sprake is in de tweede zin, een afwijking is van artikel 22, 2°, van het ontwerp.

Artikel 303

De vraag rijst wat er gebeurt indien de examencommissie de kandidaten al heeft gehoord.

Artikel 318

Op de vraag waarom een onderscheid gemaakt wordt tussen enerzijds de vrijwillige officieren en anderzijds de vrijwillige onderofficieren, korporaals en brandweermannen, hebben de gemachtigden van de minister het volgende geantwoord:

“Actuellement, le contrat des officiers est à durée indéterminée (AR 19/04/99 établissant les critères d’aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d’incendie) tandis que celui des non-officiers est de 5 ans (AR 06/05/71 fixant les types de règlements communaux relatifs à l’organisation des services communaux d’incendie)”.

Die verklaring rechtvaardigt het gemaakte onderscheid. Ze zou moeten worden opgenomen in het verslag aan de Koning.

Artikel 320

Er zou eveneens moeten worden bepaald dat het koninklijk besluit van 3 juni 1999 ‘betreffende de invoering van de mogelijkheid van een verlof voorafgaand aan de pensionering voor de operationele beroepspersoneelsleden van een openbaar brandweerkorps’ van kracht blijft ten aanzien van de personeelsleden die gebruik maken van de mogelijkheid zoals bedoeld in artikel 207 van de voornoemde wet van 15 mei 2007, zolang die situatie voortduurt.¹⁸

Artikel 321

Deze bepaling is niet duidelijk. Wat zal er gebeuren indien het koninklijk besluit, waarbij wordt vastgesteld dat de voorwaarden bedoeld in artikel 220 van de wet van 15 mei 2007 vervuld zijn, niet in werking kan treden op 1 januari 2015?

Onder dat voorbehoud is het aan de hand van het tweede deel van artikel 321 van het ontwerp niet gemakkelijk om de datum van inwerkingtreding te bepalen waarvan in dat deel de vaststelling wordt beoogd. Zoals dat tweede deel is gesteld, is het immers aan de betrokkenen om uit te zoeken op welke datum de Koning toepassing heeft gegeven aan artikel 220 van de voornoemde wet van 15 mei 2007.

Het zou raadzaam zijn de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken te machtigen in het *Belgisch Staatsblad* een bericht bekend te maken waarin, met toepassing van artikel 321, wordt vermeld op welke datum artikel 106 van de voornoemde wet van 15 mei 2007, alsmede het voorliggende besluit in werking treden.

¹⁸ Zie in die zin artikel 41, § 2, van het ontwerp van koninklijk besluit waarover de Raad van State heden het voornoemde advies 55.166/2 heeft gegeven.

Bijlage

De verwijzing naar artikel 17, § 2, derde lid, lijkt niet juist te zijn aangezien dat artikel, noch enig ander artikel, gewag maakt van een sportdeskundige.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT